



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Trimestre et semestre clos le 29 février 2020

FAITS SAILLANTS

	Trimestres clos les					Semestres clos les				
	29 février 2020	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽¹⁾	Incidence du taux de change ⁽¹⁾	29 février 2020	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽¹⁾	Incidence du taux de change ⁽¹⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	\$	\$	%	%	\$	\$	\$	%	%	\$
Opérations										
Produits	586 467	584 129	0,4	0,9	(2 637)	1 173 294	1 160 802	1,1	1,1	199
BAlIA ajusté	277 372	280 552	(1,1)	(0,7)	(1 127)	559 477	548 403	2,0	2,0	70
Marge du BAlIA ajusté	47,3 %	48,0 %				47,7 %	47,2 %			
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	5 458	3 722	46,6			5 519	9 435	(41,5)		
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	114 011	86 128	32,4			203 719	164 934	23,5		
Perte de la période liée aux activités abandonnées	—	(5 369)	(100,0)			—	(8 991)	(100,0)		
Bénéfice de la période	114 011	80 759	41,2			203 719	155 943	30,6		
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	109 391	81 718	33,9			193 569	155 510	24,5		
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	109 391	76 349	43,3			193 569	146 519	32,1		
Flux de trésorerie										
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	231 653	199 462	16,1			380 845	298 458	27,6		
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽³⁾	110 840	92 773	19,5	20,3	(736)	232 142	193 330	20,1	20,0	178
Flux de trésorerie disponibles	125 062	125 307	(0,2)	(0,1)	(96)	227 906	232 810	(2,1)	(2,0)	(147)
Intensité du capital	18,9 %	15,9 %				19,8 %	16,7 %			
Situation financière⁽⁴⁾										
Trésorerie et équivalents de trésorerie						501 895	556 504	(9,8)		
Total de l'actif						6 994 453	6 951 079	0,6		
Endettement ⁽⁵⁾						3 464 045	3 454 923	0,3		
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société						2 255 576	2 199 789	2,5		
Données par action⁽⁶⁾										
Bénéfice (perte) par action										
De base										
lié(e) aux activités poursuivies	2,24	1,65	35,8			3,95	3,15	25,4		
lié(e) aux activités abandonnées	—	(0,11)	(100,0)			—	(0,18)	(100,0)		
lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	2,24	1,55	44,5			3,95	2,97	33,0		
Dilué(e)										
lié(e) aux activités poursuivies	2,22	1,64	35,4			3,91	3,13	24,9		
lié(e) aux activités abandonnées	—	(0,11)	(100,0)			—	(0,18)	(100,0)		
lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	2,22	1,53	45,1			3,91	2,95	32,5		
Dividendes	0,58	0,525	10,5			1,16	1,05	10,5		

(1) Les indicateurs de rendement clés présentés sur la base d'un taux de change constant sont obtenus en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2019, les taux de change moyens utilisés aux fins de la conversion étaient de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US, respectivement.

(2) Pour le trimestre et le semestre clos le 29 février 2020, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition étaient surtout attribuables aux changements organisationnels et aux coûts liés à l'acquisition de Thames Valley Communications. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition découlaient principalement d'un programme d'optimisation opérationnelle.

(3) Pour le trimestre et le semestre clos le 29 février 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 110,8 millions \$ et à 232,0 millions \$, respectivement, selon un taux de change constant.

(4) Au 29 février 2020 et au 31 août 2019.

(5) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises et du capital de la dette à long terme.

(6) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.



RAPPORT DE GESTION

Trimestre et semestre clos le 29 février 2020

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

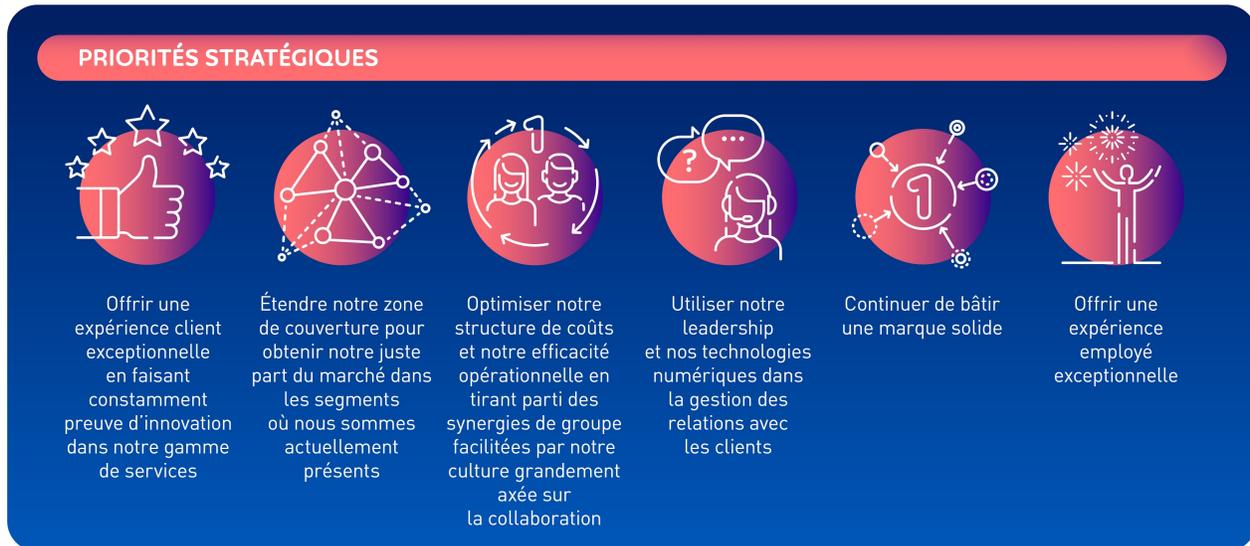
Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2020 » du rapport de gestion annuel 2019 de la Société, ainsi qu'à la rubrique « Perspectives et projections financières pour l'exercice 2020 » du présent rapport de gestion pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce (y compris les perturbations potentielles dans notre chaîne d'approvisionnement), à la réglementation, aux crises et aux urgences en matière de santé publique, comme les épidémies ou les pandémies, à la technologie, aux finances (y compris les variations des taux de change et des taux d'intérêt), à la conjoncture économique, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, à l'acceptation sociale, au comportement éthique, à la propriété et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2019 de la Société et du présent rapport de gestion. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour le trimestre et le semestre clos le 29 février 2020, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2019 de la Société.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») a pour mission de connecter ses clients au monde numérique et de leur offrir une expérience incomparable en matière de communication. La concrétisation de cette mission passe par nos valeurs fondamentales, soit le respect, la confiance, le dévouement envers les clients, le travail d'équipe et l'innovation.

Notre vision est de créer de la valeur pour nos actionnaires 1) en offrant une expérience client exceptionnelle, 2) en élargissant notre couverture géographique au Canada et aux États-Unis, 3) en étendant nos activités dans de nouveaux secteurs de marché et 4) en mettant sur pied des équipes qui démontrent un engagement fort. La Société a défini six priorités stratégiques clés qui constituent la feuille de route pour la réalisation de notre mission et de notre vision. Ces priorités stratégiques sont les suivantes :



Chaque unité d'affaires au sein de la Société a donc conçu un plan stratégique qui concorde avec les priorités stratégiques clés définies ci-dessus. Ces plans stratégiques portent sur les grands points suivants :

Services à large bande canadiens

Générer une croissance interne grâce au lancement de services à valeur ajoutée pour nos clients résidentiels et à la croissance de notre bassin de clients commerciaux

Optimiser le rendement du capital investi en rehaussant l'efficacité de la prestation de nos services et en favorisant la fidélité grâce à une stratégie qui se démarque en matière d'expérience client

Envisager la possibilité d'offrir un service sans fil de manière rentable et à la mesure de nos moyens financiers

Permettre la transformation de l'entreprise grâce à la modernisation des pratiques en matière de gestion des talents en vue d'offrir aux employés une expérience enrichissante et stimulante

Services à large bande américains

Offrir une expérience client exceptionnelle tout en favorisant l'engagement des membres de l'équipe

Tirer parti de notre supériorité en matière d'Internet et de notre plateforme vidéo avancée pour favoriser la croissance et la satisfaction de la clientèle

Miser sur la croissance sur le marché des affaires et poursuivre les initiatives d'expansion en Floride tout en recherchant activement des occasions d'acquisitions

Générer une croissance des unités et améliorer la satisfaction de la clientèle grâce au marketing et au positionnement de la marque

La Société mesure son rendement à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté⁽¹⁾, ses flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ et l'intensité du capital⁽¹⁾, sur la base d'un taux de change constant⁽¹⁾.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

2.1 PERSPECTIVES ET PROJECTIONS FINANCIÈRES POUR L'EXERCICE 2020

Cogeco Communications rétracte ses projections financières pour l'exercice 2020, étant donné que la pandémie de la COVID-19 évolue rapidement et compte tenu de l'incertitude entourant sa durée, son ampleur et ses répercussions économiques. Par conséquent, il est impossible pour le moment d'estimer de façon fiable les effets de la pandémie sur les résultats financiers de la Société pour le reste de l'exercice. La Société compte rétablir ses projections annuelles une fois que la situation se sera stabilisée.

Cogeco Communications a géré de façon proactive les effets de la crise de la COVID-19 sur ses activités pour s'assurer de pouvoir les poursuivre et continuer de servir ses clients en tant que fournisseur de services essentiels au sein des deux provinces canadiennes et des onze États américains où elle exerce ses activités. L'équipe de gestion de crise a jusqu'à maintenant été en mesure d'anticiper les perturbations potentielles et de mettre en place d'autres modes de fonctionnement. Ces efforts ont porté sur les éléments suivants :

- l'adoption du travail à domicile pour pratiquement tous les employés de bureau et ceux affectés aux centres de service à la clientèle;
- la substitution de visites chez les clients par des procédures d'auto-installation et des travaux de réparation effectués à distance en partie à l'aide d'une nouvelle technologie vidéo conviviale pour les clients;
- la modification du fonctionnement des magasins de sorte à pouvoir effectuer les tâches nécessaires en ligne, par téléphone ou par courriel;
- l'augmentation de la capacité réseau dans certaines régions afin de pouvoir traiter une demande accrue;
- l'offre aux clients de mesures de soutien temporaire en cette période de crise, notamment en annulant les frais de dépassement de données pour la minorité de nos clients qui ne sont pas abonnés à des forfaits illimités, en donnant un accès gratuit à des chaînes de télévision d'information, de films et destinées aux enfants, et en renonçant à la déconnexion de clients en situation de défaut de paiement.

L'accès à nos services Internet, de vidéo et de téléphonie est d'une importance capitale en ces temps de crise. Nous sommes satisfaits du plan complexe que nous avons rapidement mis en place afin de fournir à nos clients le niveau de service habituel.

Bien que la situation n'a pas encore eu de changements significatifs sur nos résultats financiers, nous nous attendons à subir les répercussions suivantes dans les prochains mois :

- un ralentissement économique qui touchera la plupart des secteurs de l'économie;
- certains clients pourraient réduire leurs forfaits vidéo en raison de la réduction de la programmation sportive, alors que d'autres clients pourraient les augmenter étant donné qu'ils passent plus de temps à la maison;
- certains clients pourraient augmenter leurs forfaits Internet en raison de l'utilisation accrue de ce service à la maison, alors que d'autres pourraient les réduire en raison du taux de chômage croissant;
- une augmentation des créances douteuses en raison de la détérioration de l'économie et de la décision de renoncer à la déconnexion des clients en situation de défaut de paiement pendant la crise;
- des retards dans l'entrée en vigueur des hausses tarifaires et l'annulation temporaire des frais de dépassement de données;
- une diminution des activités des petites entreprises clientes qui se traduira par une réduction des services et par des annulations;
- une baisse des produits tirés de la publicité au sein de nos réseaux américains;
- une diminution des frais de service auprès de la clientèle en raison de la réduction des activités de connexion et de déconnexion étant donné que les clients voudront éviter les visites à domicile ou seront contraints de les éviter;
- une baisse des activités de construction qui donnera lieu à une réduction des dépenses d'investissement.

Bien que la pandémie devrait avoir des répercussions sur les produits et sur le BAIIA ajusté à court terme, Cogeco Communications ne s'attend actuellement pas à une incidence importante sur ses flux de trésorerie disponibles. À long terme, nous comptons tirer parti d'un certain nombre d'initiatives que nous mettons en place pendant cette crise et qui nous permettront d'accélérer notre programme de transformation numérique.

Enfin, Cogeco Communications maintient une solide position de liquidité qui compte une trésorerie et des équivalents de trésorerie excédentaires de 502 millions \$, ainsi que des facilités de crédit non utilisées de 948 millions \$ au 29 février 2020.

3. DÉVELOPPEMENTS DE L'ENTREPRISE

La pandémie de la COVID-19 a des répercussions profondes sur la population mondiale et sur les nombreuses économies. En ces temps de crise, l'accès à nos services Internet, de vidéo et de téléphonie est d'une importance capitale et ces services sont considérés comme essentiels. Afin de pouvoir continuer de fournir à nos clients le niveau de service habituel, Cogeco Communications a mis en œuvre, de façon proactive, plusieurs changements opérationnels au sein des deux provinces canadiennes et des onze États américains où elle exerce ses activités. Parmi les mesures prises, la Société a donné de façon proactive la directive à la majorité de ses employés de travailler à domicile et elle a mis en place plusieurs mesures visant à assurer la sécurité de ses clients et celle de ses employés qui doivent travailler sur le terrain ou sur la route. Nous avons également substitué la plupart des visites chez les clients par des procédures d'auto-installation et des travaux de réparation effectués à distance, modifié le fonctionnement des magasins de sorte à pouvoir effectuer les tâches nécessaires à distance, augmenté la capacité réseau et offert aux clients des mesures de soutien temporaire en cette période de crise. Nous sommes très satisfaits du plan complexe que nous avons rapidement mis en place et nous resterons à l'affût de tout autre changement opérationnel qui pourrait selon nous être justifié dans les circonstances.

Le 3 février 2020, la Société a modifié sa facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang dont la principale modification consiste en une réduction du taux d'intérêt de 0,25 %. Par conséquent, la Société a comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020 un profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$. Ainsi, les charges d'intérêts sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang seront supérieures aux intérêts payés jusqu'à sa date d'échéance, en janvier 2025, la Société continuant de comptabiliser les charges d'intérêts au taux d'intérêt effectif en vigueur avant la modification.

Le 10 janvier 2020, la Société a annoncé la signature, par sa filiale Atlantic Broadband, d'une entente définitive visant l'achat de Thames Valley Communications, une société de services à large bande exerçant ses activités dans le sud-est du Connecticut, pour un montant de 50 millions \$ US. La transaction conclue le 10 mars 2020 est assujettie aux ajustements postérieurs à la clôture.

Le 6 décembre 2019, la Société a prorogé d'une année additionnelle l'échéance de sa facilité à terme renouvelable de 750 millions \$, soit jusqu'au 24 janvier 2025. De plus, à la même date, la date d'échéance de la facilité renouvelable garantie de premier rang de 150 millions \$ US dont bénéficient deux filiales liées à Atlantic Broadband a été prorogée de 18 mois, soit jusqu'au 4 juillet 2024.

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	586 467	584 129	0,4	0,9	(2 637)
Charges d'exploitation	303 441	298 676	1,6	2,1	(1 510)
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	5 654	4 901	15,4	15,4	—
BAlIA ajusté	277 372	280 552	(1,1)	(0,7)	(1 127)
Marge du BAlIA ajusté	47,3 %	48,0 %			

(1) Pour le trimestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	1 173 294	1 160 802	1,1	1,1	199
Charges d'exploitation	602 773	602 703	—	—	129
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	11 044	9 696	13,9	13,9	—
BAlIA ajusté	559 477	548 403	2,0	2,0	70
Marge du BAlIA ajusté	47,7 %	47,2 %			

(1) Pour le semestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

	Trimestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	322 221	326 759	(1,4)	(1,4)	—
Services à large bande américains	264 246	257 370	2,7	3,7	(2 637)
	586 467	584 129	0,4	0,9	(2 637)

(1) Pour le trimestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	643 028	649 224	(1,0)	(1,0)	—
Services à large bande américains	530 266	511 578	3,7	3,6	199
	1 173 294	1 160 802	1,1	1,1	199

(1) Pour le semestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les produits sont demeurés essentiellement inchangés et ont augmenté de 1,1 %, respectivement (augmentations de 0,9 % et de 1,1 % selon un taux de change constant) en raison de la croissance interne dans le secteur des Services à large bande américains, facteur contrebalancé en partie par une baisse dans le secteur des Services à large bande canadiens.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	151 856	152 091	(0,2)	(0,1)	(68)
Services à large bande américains	145 030	140 225	3,4	4,5	(1 442)
Éliminations intersectorielles et autres	6 555	6 360	3,1	3,1	—
	303 441	298 676	1,6	2,1	(1 510)

(1) Pour le trimestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	301 701	311 417	(3,1)	(3,1)	39
Services à large bande américains	289 400	277 157	4,4	4,4	89
Éliminations intersectorielles et autres	11 672	14 129	(17,4)	(17,4)	1
	602 773	602 703	—	—	129

(1) Pour le semestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2020, les charges d'exploitation ont augmenté de 1,6 % (2,1 % selon un taux de change constant) en raison principalement de l'augmentation des charges d'exploitation du secteur des Services à large bande américains.

Au premier semestre de l'exercice 2020, les charges d'exploitation sont demeurées inchangées, telles qu'elles sont présentées et selon un taux de change constant, en raison de l'augmentation des charges d'exploitation du secteur des Services à large bande américains, contrebalancée en partie par la diminution des charges d'exploitation du secteur des Services à large bande canadiens et de la diminution des coûts liés aux éliminations intersectorielles et autres qui découlent du calendrier des projets et des initiatives d'entreprise.

Pour plus de détails sur les charges d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

HONORAIRES DE GESTION

Les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. (« Cogeco ») pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020 se sont chiffrés à 5,7 millions \$ et à 11,0 millions \$, respectivement, comparativement à 4,9 millions \$ et à 9,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2019, en raison de la hausse des charges générales au sein de Cogeco. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	170 365	174 668	(2,5)	(2,5)	68
Services à large bande américains	119 216	117 145	1,8	2,8	(1 195)
Éliminations intersectorielles et autres	(12 209)	(11 261)	8,4	8,4	—
	277 372	280 552	(1,1)	(0,7)	(1 127)

(1) Pour le trimestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	341 327	337 807	1,0	1,1	(39)
Services à large bande américains	240 866	234 421	2,7	2,7	110
Éliminations intersectorielles et autres	(22 716)	(23 825)	(4,7)	(4,7)	(1)
	559 477	548 403	2,0	2,0	70

(1) Pour le semestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a diminué de 1,1 % (0,7 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une diminution dans le secteur des Services à large bande canadiens qui est attribuable à une diminution des produits; et
- une augmentation des charges d'exploitation liée au secteur éliminations intersectorielles et autres; facteurs contrebalancés en partie par
- une augmentation dans le secteur des Services à large bande américains qui découle essentiellement de la croissance interne des produits.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 2,0 % tel qu'il est présenté et selon un taux de change constant, en raison des facteurs suivants :

- une augmentation dans le secteur des Services à large bande américains qui découle essentiellement de la croissance interne des produits;
- une augmentation au sein du secteur des Services à large bande canadiens qui découle principalement d'une réduction des charges d'exploitation; et
- une diminution des charges d'exploitation liée au secteur éliminations intersectorielles et autres.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

4.2 FRAIS D'INTÉGRATION, DE RESTRUCTURATION ET D'ACQUISITION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 5,5 millions \$ et découlent des changements organisationnels et des coûts liés à l'acquisition de Thames Valley Communications.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 3,7 millions \$ et à 9,4 millions \$, respectivement, en raison principalement d'un programme d'optimisation opérationnelle qui comprenait un programme de départ volontaire.

4.3 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	29 février 2020	28 février 2019	Variation	29 février 2020	28 février 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles ⁽¹⁾	107 971	106 100	1,8	216 798	211 873	2,3
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 266	14 191	0,5	28 574	28 155	1,5
	122 237	120 291	1,6	245 372	240 028	2,2

(1) L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation s'est chiffré à 1,6 million \$ et à 3,2 millions \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 29 février 2020.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, la dotation aux amortissements a augmenté de 1,6 % et de 2,2 %, respectivement, en raison de l'amortissement supplémentaire découlant de l'augmentation des dépenses d'investissement et de l'incidence de l'adoption d'IFRS 16.

En outre, l'augmentation de la dotation aux amortissements au deuxième trimestre de l'exercice 2020 a été partiellement contrebalancée par la dépréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

4.4 CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	29 février 2020	28 février 2019	Variation	29 février 2020	28 février 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	38 968	46 120	(15,5)	79 047	91 503	(13,6)
Intérêts sur les obligations locatives	378	—	—	759	—	—
Profit lié à une modification de la dette	(22 898)	—	—	(22 898)	—	—
Profits nets de change	11	(479)	—	31	(256)	—
Amortissement des coûts de transaction différés	211	465	(54,6)	675	906	(25,5)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(142)	(178)	(20,2)	(293)	(298)	(1,7)
Autres	(4 363)	485	—	(5 886)	1 117	—
	12 165	46 413	(73,8)	51 435	92 972	(44,7)

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les charges financières ont diminué de 73,8 % et de 44,7 %, respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- un profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette concernant la modification apportée à la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang le 3 février 2020, qui a entraîné une réduction du taux d'intérêt de 0,25 %;
- la diminution de la dette existante sur la facilité renouvelable du Canada à la suite de la vente de Cogeco Peer 1 au cours de l'exercice 2019;
- la diminution de la dette existante et des taux d'intérêt sur les facilités de crédit de premier rang; et
- les produits d'intérêts découlant des investissements de la trésorerie excédentaire.

De plus, la diminution des charges financières pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020 découle également de la dépréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

4.5 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	29 février 2020	28 février 2019	Variation	29 février 2020	28 février 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Exigibles	4 477	17 570	(74,5)	28 074	29 602	(5,2)
Différés	19 024	6 428	—	25 358	11 432	—
	23 501	23 998	(2,1)	53 432	41 034	30,2

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	29 février 2020	28 février 2019	Variation	29 février 2020	28 février 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice avant impôts sur le résultat	137 512	110 126	24,9	257 151	205 968	24,8
Taux d'imposition combiné canadien	26,5 %	26,5 %	—	26,5 %	26,5 %	—
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	36 441	29 184	24,9	68 145	54 582	24,8
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	300	207	44,9	1 007	1 022	(1,5)
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts quasi adoptés	5	287	(98,3)	28	287	(90,2)
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	(916)	808	—	(1 145)	821	—
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(6 103)	(7 100)	(14,0)	(12 613)	(13 861)	(9,0)
Autres	(6 226)	612	—	(1 990)	(1 817)	9,5
	23 501	23 998	(2,1)	53 432	41 034	30,2

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020, la charge d'impôts a diminué de 2,1 % en raison principalement des facteurs suivants :

- une économie d'impôts exigibles non récurrente liée à une réorganisation fiscale; et
- la dépréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation du bénéfice avant impôts sur le résultat.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, la charge d'impôts a augmenté de 30,2 % en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôts sur le résultat.

4.6 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	29 février 2020	28 février 2019	Variation	29 février 2020	28 février 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	114 011	86 128	32,4	203 719	164 934	23,5
Bénéfice de la période	114 011	80 759	41,2	203 719	155 943	30,6
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	109 391	81 718	33,9	193 569	155 510	24,5
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	109 391	76 349	43,3	193 569	146 519	32,1
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	4 620	4 410	4,8	10 150	9 424	7,7
Bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies	2,24	1,65	35,8	3,95	3,15	25,4
Bénéfice par action de base	2,24	1,55	44,5	3,95	2,97	33,0

(1) La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans Atlantic Broadband.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies et le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 32,4 % et de 33,9 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- la diminution des charges financières principalement attribuable à un profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ découlant de la réduction du taux d'intérêt de 0,25 %; contrebalancée en partie par
- une diminution du BAIIA ajusté.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont également augmenté de 41,2 % et de 43,3 %, respectivement, principalement en raison des activités abandonnées, qui ont généré une perte de 5,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et des facteurs mentionnés précédemment.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies et le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 23,5 % et de 24,5 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières principalement attribuable à un profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ découlant de la réduction du taux d'intérêt de 0,25 %; contrebalancées en partie par
- l'augmentation des impôts sur le résultat.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont également augmenté de 30,6 % et de 32,1 %, respectivement, principalement en raison des activités abandonnées, qui ont généré une perte de 9,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et des facteurs mentionnés précédemment.

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco, qui détient 32,2 % des actions de participation de la Société, représentant 82,6 % des actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. Cette méthode du coût majoré est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2019 et a été mise en place afin d'éviter les variations futures du pourcentage des honoraires de gestion découlant des variations fréquentes des produits consolidés de la Société à la suite d'acquisitions et de désinvestissements d'entreprises. La convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020 se sont chiffrés à 5,7 millions \$ et à 11,0 millions \$, respectivement, comparativement à 4,9 millions \$ et à 9,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2019.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours du premier semestre de l'exercice 2020, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications et a émis des unités d'actions différées à des administrateurs du conseil de Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

<i>(en nombre d'unités)</i>	Semestres clos les	
	29 février 2020	28 février 2019
Options sur actions	110 875	97 725
Unités d'actions liées au rendement	14 375	14 625
Unités d'actions différées	1 847	2 469

Le tableau suivant présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises en faveur des administrateurs du conseil de Cogeco.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$
Options sur actions	261	195	570	493
Unités d'actions incitatives	9	15	22	30
Unités d'actions liées au rendement	385	302	697	502
Unités d'actions différées	11	64	143	324
	666	576	1 432	1 349

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	29 février 2020	28 février 2019	Variation	29 février 2020	28 février 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	231 653	199 462	16,1	380 845	298 458	27,6
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(109 146)	(91 941)	18,7	(230 263)	(231 011)	(0,3)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(163 222)	(121 033)	34,9	(207 481)	(91 443)	—
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	2 191	(568)	—	2 290	(744)	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liée aux activités poursuivies	(38 524)	(14 080)	—	(54 609)	(24 740)	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liée aux activités abandonnées	—	2 574	(100,0)	—	(598)	(100,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	540 419	70 893	—	556 504	84 725	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	501 895	59 387	—	501 895	59 387	—

Au 29 février 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie excédentaires de la Société étaient supérieurs à ceux de l'exercice précédent en raison de la vente de Cogeco Peer 1 au troisième trimestre de l'exercice 2019.

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 16,1 % en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement; et
- la diminution des charges financières payées; facteurs contrebalancés en partie par
- une diminution du BAIIA ajusté.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 27,6 % en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement; et
- la diminution des charges financières payées et des impôts sur le résultat payés.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020, les activités d'investissement ont augmenté de 18,7 %, principalement en raison de l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, les activités d'investissement sont demeurées essentiellement inchangées, en raison principalement des facteurs suivants :

- l'acquisition, le 3 octobre 2018, d'un réseau de fibre et des actifs connexes dans le sud de la Floride précédemment détenu par FiberLight, LLC (l'« acquisition de FiberLight »); essentiellement contrebalancée par
- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles des secteurs des Services à large bande canadiens et américains.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi que l'intensité du capital par secteur opérationnel sont les suivantes :

	Trimestres clos les			
	29 février 2020	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽¹⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%
Services à large bande canadiens	65 761	54 621	20,4	21,1
Intensité du capital	20,4 %	16,7 %		
Services à large bande américains	44 948	38 152	17,8	18,8
Intensité du capital	17,0 %	14,8 %		
Éliminations intersectorielles et autres	131	—	—	—
Données consolidées	110 840	92 773	19,5	20,3
Intensité du capital	18,9 %	15,9 %		

(1) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les			
	29 février 2020	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽¹⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%
Services à large bande canadiens	140 891	113 079	24,6	24,6
Intensité du capital	21,9 %	17,4 %		
Services à large bande américains	90 781	80 251	13,1	13,0
Intensité du capital	17,1 %	15,7 %		
Éliminations intersectorielles et autres	470	—	—	—
Données consolidées	232 142	193 330	20,1	20,0
Intensité du capital	19,8 %	16,7 %		

(1) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 19,5 % et de 20,1 %, respectivement (20,3 % et 20,0 % selon un taux de change constant), principalement en raison de la hausse des dépenses d'investissement dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, le ratio d'intensité du capital a atteint 19,8 %, contre 16,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance des dépenses d'investissement qui a dépassé celle des produits. Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles étaient inférieures en raison surtout du calendrier de certaines initiatives, comme le développement d'une nouvelle plateforme de télévision sur protocole Internet (« IPTV »), ainsi que des investissements effectués en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de réseau, dans les deux cas au sein des Services à large bande canadiens.

Pour plus de détails au sujet des acquisitions d'immobilisations corporelles de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

6.3 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

ÉMISSION DE TITRES D'EMPRUNT ET REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les variations des flux de trésorerie liés à l'émission de titres d'emprunt et au remboursement de la dette s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

	Trimestres clos les		Semestres clos les		Explications
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019	
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire	(11 172)	28 907	—	30 365	Liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Diminution nette des facilités renouvelables	—	(118 083)	—	(3 921)	Remboursement des facilités renouvelables au cours de l'exercice 2019 en raison des flux de trésorerie disponibles générés.
Remboursement de billets, de débiteures et de facilités de crédit	(52 096)	(5 587)	(57 744)	(66 240)	Remboursement de 35 millions \$ US conjugué au remboursement trimestriel sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.
Remboursement des obligations locatives	(2 410)	—	(2 410)	—	Liée à l'adoption d'IFRS 16.
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	—	(655)	(3 228)	(655)	Remboursement partiel du solde lié à l'acquisition de FiberLight au premier trimestre de l'exercice 2020.
	(65 678)	(95 418)	(63 382)	(40 451)	

DIVIDENDES

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020, un dividende déterminé trimestriel de 0,58 \$ par action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 28,3 millions \$, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,525 \$ par action, ou 25,9 millions \$, versé au deuxième trimestre de l'exercice 2019. Le versement de dividendes au cours du premier semestre a totalisé 1,16 \$ par action, ou 56,8 millions \$, contre 1,05 \$ par action, ou 51,8 millions \$ à l'exercice précédent.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« OPRCA »)

Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2020, Cogeco Communications a racheté et annulé respectivement 652 400 et 795 500 actions subalternes à droit de vote d'un prix moyen par action rachetée de 108,50 \$ et de 108,71 \$, pour une contrepartie totale de 70,8 millions \$ et de 86,5 millions \$. Aux périodes correspondantes de l'exercice 2019, Cogeco Communications n'a racheté ni annulé d'action subalterne à droit de vote puisque le programme d'OPRCA a commencé au troisième trimestre de l'exercice 2019.

En raison de la situation externe et extraordinaire causée par la pandémie de la COVID-19 qui continue d'évoluer et par prudence, il est dans l'intérêt de la Société de résilier son programme de rachat d'actions automatique (le « PRAA ») établi aux termes de son OPRCA. La Société résiliera le PRAA en date du 8 avril 2020. L'OPRCA reste en vigueur aux mêmes conditions et sous réserve des mêmes restrictions que celles qui ont déjà été communiquées.

6.4 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	Trimestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
	\$	\$	%	%	\$
BAlIA ajusté ⁽⁴⁾	277 372	280 552	(1,1)	(0,7)	(1 127)
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 239	2 183	2,6	1,7	(19)
Rémunération fondée sur des actions	1 815	2 427	(25,2)	(25,2)	—
Perte à la cession et à la radiation d'immobilisations corporelles	261	288	(9,4)	(9,4)	—
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	427	335	27,5	27,5	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	(5 458)	(3 722)	46,6	47,0	(14)
Charges financières ⁽³⁾	(35 063)	(46 413)	(24,5)	(25,2)	323
Impôts exigibles	(4 477)	(17 570)	(74,5)	(74,5)	(3)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(110 840)	(92 773)	19,5	20,3	736
Remboursement des obligations locatives	(1 214)	—	—	—	8
Flux de trésorerie disponibles⁽⁴⁾	125 062	125 307	(0,2)	(0,1)	(96)

- (1) Pour le trimestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.
- (3) Excluent le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$.
- (4) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	Semestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
	\$	\$	%	%	\$
BAlIA ajusté ⁽⁴⁾	559 477	548 403	2,0	2,0	70
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	4 776	4 321	10,5	10,6	1
Rémunération fondée sur des actions	3 957	4 130	(4,2)	(4,2)	—
Perte à la cession et à la radiation d'immobilisations corporelles	1 255	710	76,8	76,8	—
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	919	585	57,1	57,1	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	(5 519)	(9 435)	(41,5)	(41,3)	(15)
Charges financières ⁽³⁾	(74 333)	(92 972)	(20,0)	(20,0)	(14)
Impôts exigibles	(28 074)	(29 602)	(5,2)	(5,1)	(10)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(232 142)	(193 330)	20,1	20,0	(178)
Remboursement des obligations locatives	(2 410)	—	—	—	(1)
Flux de trésorerie disponibles⁽⁴⁾	227 906	232 810	(2,1)	(2,0)	(147)

- (1) Pour le semestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.
- (3) Excluent le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$.
- (4) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020, les flux de trésorerie disponibles sont demeurés essentiellement stables (diminution de 0,1 % selon un taux de change constant) en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles des secteurs des Services à large bande canadiens et américains; et
- une diminution du BAIIA ajusté; facteurs contrebalancés en partie par
- la diminution des charges financières, en excluant le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ découlant de la réduction du taux d'intérêt de 0,25 %; et
- la diminution des impôts exigibles.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 2,1 % (2,0 % selon un taux de change constant) principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles; facteur contrebalancé en partie par
- la diminution des charges financières, en excluant le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ découlant de la réduction du taux d'intérêt de 0,25 %; et
- une augmentation du BAIIA ajusté.

6.5 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 7 avril 2020, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,58 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 5 mai 2020 aux actionnaires inscrits en date du 21 avril 2020. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS SECTORIELS

La Société présente ses résultats d'exploitation en deux secteurs opérationnels, soit les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées à chaque secteur et d'évaluer leur performance.

7.1 SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	322 221	326 759	(1,4)	(1,4)	—
Charges d'exploitation	151 856	152 091	(0,2)	(0,1)	(68)
BAIIA ajusté	170 365	174 668	(2,5)	(2,5)	68
Marge du BAIIA ajusté	52,9 %	53,5 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	65 761	54 621	20,4	21,1	(375)
Intensité du capital	20,4 %	16,7 %			

(1) Pour le trimestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	643 028	649 224	(1,0)	(1,0)	—
Charges d'exploitation	301 701	311 417	(3,1)	(3,1)	39
BAlIA ajusté	341 327	337 807	1,0	1,1	(39)
Marge du BAlIA ajusté	53,1 %	52,0 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	140 891	113 079	24,6	24,6	45
Intensité du capital	21,9 %	17,4 %			

(1) Pour le semestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les produits ont diminué de 1,4 % et de 1,0 %, respectivement, tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant, en raison principalement des facteurs suivants :

- une diminution du nombre de clients du service de vidéo; et
- la baisse des prix nets découlant des ventes aux consommateurs en raison principalement de l'effet de la promotion plus active de forfaits qui s'est prolongé du quatrième trimestre de l'exercice 2019 jusqu'au deuxième trimestre de l'exercice 2020; facteurs contrebalancés en partie par
- les hausses tarifaires entrées en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2020;
- la migration de clients vers des forfaits de plus grande valeur;
- la croissance soutenue du nombre de clients du service Internet; et
- la croissance des produits commerciaux.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les charges d'exploitation ont diminué de 0,2 % et de 3,1 %, respectivement (0,1 % et 3,1 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- la baisse des coûts de programmation en raison de la diminution du nombre de clients du service de vidéo;
- la baisse des charges de rémunération découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle mis en œuvre au premier semestre de l'exercice 2019; et
- l'incidence de l'adoption d'IFRS 16; facteurs contrebalancés en partie par
- l'intensification des initiatives de marketing; et
- des charges additionnelles liées à certaines initiatives.

De plus, la diminution des charges d'exploitation pour le premier semestre de l'exercice 2020 tient également aux facteurs suivants :

- les coûts additionnels de 4,5 millions \$ engagés durant le premier trimestre de l'exercice 2019 pour soutenir la phase de stabilisation du nouveau système de gestion des clients implanté au troisième trimestre de l'exercice 2018; et
- les coûts rétroactifs de 3,2 millions \$ engagés durant le premier trimestre de l'exercice 2019 relativement à la hausse plus importante que prévu des tarifs établis par la Commission du droit d'auteur du Canada pour la retransmission de signaux de télévision canadiens et américains éloignés au Canada pour la période allant de 2014 à 2018.

BAlIA AJUSTÉ

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2020, le BAlIA ajusté a diminué de 2,5 % (2,5 % selon un taux de change constant), en raison principalement d'une diminution des produits.

Au premier semestre de l'exercice 2020, le BAlIA ajusté a augmenté de 1,0 % (1,1 % selon un taux de change constant), en raison principalement d'une baisse des charges d'exploitation.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 20,4 % et de 24,6 %, respectivement (21,1 % et 24,6 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- la hausse des coûts liés à l'entretien, à la croissance et à l'expansion des infrastructures de nos réseaux; et
- l'augmentation des achats d'équipements à l'abonné attribuable au calendrier de certaines initiatives.

De plus, l'augmentation des dépenses d'investissement pour le premier semestre de l'exercice 2020 tient également à la hausse des coûts liés au lancement prochain de la nouvelle plateforme IPTV.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, le ratio d'intensité du capital a atteint 21,9 %, contre 17,4 % pour la période correspondante de l'exercice 2019, en raison essentiellement de l'augmentation des dépenses d'investissement conjuguée à la baisse des produits.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	Ajouts nets (pertes nettes)		Ajouts nets (pertes nettes)		% de pénétration ⁽¹⁾	
	Trimestres clos les		Semestres clos les			
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019 ⁽²⁾	29 février 2020	28 février 2019
Unités de service primaire	1 812 140	(6 592)	1 774	(41 907)		
Clients du service Internet	795 950	1 055	7 707	2 727	44,9	44,7
Clients du service de vidéo	638 833	(7 493)	(10 750)	(19 997)	36,1	38,1
Clients du service de téléphonie	377 357	(154)	4 817	(24 637)	21,3	21,1

(1) En pourcentage des foyers câblés.

(2) Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018, le secteur des Services à large bande canadiens a procédé à l'implantation d'un nouveau système de gestion des clients qui est venu remplacer 22 anciens systèmes. Durant la phase de stabilisation du système de gestion des clients, la congestion au centre de service à la clientèle a entraîné une diminution des activations de services durant la majeure partie du premier trimestre de l'exercice 2019. Les activités liées au centre de service à la clientèle et au marketing étaient revenues à la normale à la fin du premier trimestre de l'exercice 2019.

INTERNET

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 1 055 et à 7 707, respectivement, par rapport à 6 008 et à 2 727 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des offres de services à haute vitesse;
- l'intérêt soutenu à l'égard des forfaits de services; et
- la demande continue des revendeurs Internet; facteurs contrebalancés en partie par
- les offres concurrentielles au sein du secteur.

VIDÉO

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 7 493 et à 10 750, respectivement, par rapport à 6 928 et à 19 997 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- les offres très concurrentielles au sein du secteur; et
- le changement des habitudes de consommation vidéo; facteurs en partie contrebalancés par
- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée; et
- l'intérêt des clients à l'égard des services de vidéo inclus dans des forfaits de services Internet à haute vitesse.

TÉLÉPHONIE

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les pertes nettes et les ajouts nets des clients du service de téléphonie se sont chiffrés à 154 et à 4 817, respectivement, par rapport à des pertes nettes de 5 697 et de 24 637 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- l'augmentation du nombre de forfaits de téléphonie mis en marché au premier semestre de l'exercice 2020; facteur contrebalancé en partie par
- l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil en Amérique du Nord et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil, lesquelles incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 29 février 2020, 69 % des clients du secteur des Services à large bande canadiens étaient abonnés à des duos ou des trios de services.

7.2 SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
Produits	264 246	257 370	2,7	3,7	(2 637)
Charges d'exploitation	145 030	140 225	3,4	4,5	(1 442)
BAlIA ajusté	119 216	117 145	1,8	2,8	(1 195)
Marge du BAlIA ajusté	45,1 %	45,5 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	44 948	38 152	17,8	18,8	(361)
Intensité du capital	17,0 %	14,8 %			

(1) Pour le trimestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	29 février 2020 ⁽¹⁾	28 février 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
Produits	530 266	511 578	3,7	3,6	199
Charges d'exploitation	289 400	277 157	4,4	4,4	89
BAlIA ajusté	240 866	234 421	2,7	2,7	110
Marge du BAlIA ajusté	45,4 %	45,8 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	90 781	80 251	13,1	13,0	133
Intensité du capital	17,1 %	15,7 %			

(1) Pour le semestre clos le 29 février 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les produits ont augmenté de 2,7 % et de 3,7 %, respectivement (3,7 % et 3,6 % selon un taux de change constant). En monnaie locale, les produits se sont chiffrés à 200,5 millions \$ US et à 401,6 millions \$ US, respectivement, contre 193,3 millions \$ US et 387,6 millions \$ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2019. L'augmentation s'explique principalement par les facteurs suivants :

- la croissance du nombre de clients du service Internet des secteurs résidentiel et commercial; et
- les hausses tarifaires entrées en vigueur principalement au quatrième trimestre de l'exercice 2019; contrebalancées en partie par
- une diminution du nombre de clients du service de vidéo.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les charges d'exploitation ont augmenté de 3,4 % et de 4,4 %, respectivement (4,5 % et 4,4 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- l'augmentation des charges de rémunération et des coûts liés aux effectifs additionnels pour soutenir la croissance;
- l'intensification des initiatives de marketing pour appuyer la croissance des unités de service primaire; et
- les coûts additionnels liés à la conception et à la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion du capital humain et des finances; facteurs contrebalancés en partie par
- l'incidence de l'adoption d'IFRS 16.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 1,8 % et de 2,7 %, respectivement (2,8 % et 2,7 % selon un taux de change constant). En monnaie locale, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 90,4 millions \$ US et à 182,4 millions \$ US, respectivement, contre 88,0 millions \$ US et 177,6 millions \$ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2019, en raison principalement de la croissance interne des produits.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 17,8 % et de 13,1 %, respectivement (18,8 % et 13,0 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- la hausse des achats d'équipements à l'abonné attribuable aux modernisations de l'équipement;
- l'acquisition de véhicules;
- les investissements additionnels en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de réseau en Floride; et
- les coûts liés à la conception et à la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion du capital humain et des finances.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, le ratio d'intensité du capital a atteint 17,1 %, contre 15,7 % pour la période correspondante de l'exercice 2019, surtout en raison de la croissance des dépenses d'investissement qui a surpassé celle des produits.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	29 février 2020	Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les		Ajouts nets (pertes nettes) Semestres clos les		% de pénétration ⁽¹⁾	
		29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
		Unités de service primaire	907 207	3 637 (2 092)	5 761 (6 253)		
Clients du service Internet	457 233	5 770 3 956	11 096 4 614	51,8	49,6		
Clients du service de vidéo	306 252	(2 386) (5 093)	(6 303) (9 646)	34,7	35,5		
Clients du service de téléphonie	143 722	253 (955)	968 (1 221)	16,3	16,3		

(1) En pourcentage des foyers câblés.

INTERNET

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 5 770 et à 11 096, respectivement, par rapport à 3 956 et à 4 614 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- la croissance des secteurs résidentiel et commercial; contrebalancée en partie par
- les déconnexions saisonnières dans les régions du Maine et du New Hampshire, qui ont été inférieures à celles enregistrées pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

VIDÉO

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 2 386 et à 6 303, respectivement, par rapport à 5 093 et à 9 646 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- le changement des habitudes de consommation vidéo;
- les offres concurrentielles au sein du secteur;
- les déconnexions saisonnières dans les régions du Maine et du New Hampshire; facteurs contrebalancés en partie par
- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée TiVo.

TÉLÉPHONIE

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les ajouts nets de clients du service de téléphonie se sont chiffrés à 253 et à 968, respectivement, par rapport à des pertes nettes de 955 et de 1 221 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- à la croissance dans le secteur commercial; facteur contrebalancé en partie par
- l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil en Amérique du Nord et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil qui incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 29 février 2020, 52 % des clients du secteur des Services à large bande américains étaient abonnés à des duos ou des trios de services.

8. SITUATION FINANCIÈRE

8.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient généralement un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui en résultent pour réduire l'endettement. Cependant, la Société avait un fonds de roulement excédentaire au 31 août 2019 et au 29 février 2020 en raison de l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie provenant de la vente de Cogeco Peer 1 au troisième trimestre de l'exercice 2019.

Les variations s'établissent comme suit :

	29 février 2020	31 août 2019	Variation	Explications
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	501 895	556 504	(54 609)	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	87 675	75 652	12 023	Principalement liée à la croissance des produits.
Impôts sur le résultat à recevoir	21 898	17 706	4 192	Non significative.
Charges payées d'avance et autres	32 281	22 740	9 541	Hausse des montants payés d'avance dans le cadre des conventions d'entretien annuel.
Instrument financier dérivé	161	—	161	Non significative.
	643 910	672 602	(28 692)	
Passifs courants				
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	209 438	260 481	(51 043)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	30 928	36 553	(5 625)	Principalement liée à un ajustement favorable d'un avis de cotisation.
Passifs d'impôts sur le résultat	15 134	16 693	(1 559)	Non significative.
Passifs sur contrat et autres passifs	48 511	43 395	5 116	Hausse de la facturation anticipée en raison de la croissance des unités de service primaire.
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	1 293	4 520	(3 227)	Non significative.
Instruments financiers dérivés	5 126	—	5 126	Liée à deux instruments financiers dérivés arrivant à échéance en janvier 2021.
Tranche courante de la dette à long terme	227 243	22 601	204 642	Liée aux débetures garanties de premier rang, série 2, échéant en novembre 2020 et à la comptabilisation de la tranche courante des obligations locatives après l'adoption d'IFRS 16.
	537 673	384 243	153 430	
Fonds de roulement excédentaire	106 237	288 359	(182 122)	

8.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

	29 février 2020	31 août 2019	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	2 071 662	2 007 610	64 052	Comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation après l'adoption d'IFRS 16 conjuguée à l'acquisition d'immobilisations corporelles au cours du premier semestre de l'exercice 2020 et à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Immobilisations incorporelles	2 840 506	2 850 844	(10 338)	Liée à l'amortissement d'immobilisations incorporelles au cours du premier semestre de l'exercice 2020, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Goodwill	1 387 235	1 373 439	13 796	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs non courants				
Dette à long terme	3 169 906	3 382 258	(212 352)	Liée aux débetures garanties de premier rang, série 2, échéant en novembre 2020 et au remboursement de 35 millions \$ US conjugué au remboursement trimestriel sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020, facteurs contrebalancés en partie par la comptabilisation de la tranche à long terme des obligations locatives après l'adoption d'IFRS 16 et par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

8.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 31 mars 2020. Se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions/d'options)	Nombre d'actions/d'options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	15 691 100	98 346
Actions subalternes à droit de vote	32 677 593	914 959
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	827 519	
Options pouvant être exercées	309 919	

8.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco Communications, présentées dans le rapport annuel de 2019, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2019.

Le 3 février 2020, la Société a modifié sa facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang dont la principale modification consiste en une réduction du taux d'intérêt de 0,25 %. Par conséquent, la Société a comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020 un profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$. Ainsi, les charges d'intérêts sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang seront supérieures aux intérêts payés jusqu'à sa date d'échéance, en janvier 2025, la Société continuant de comptabiliser les charges d'intérêts au taux d'intérêt effectif en vigueur avant la modification.

Le 6 décembre 2019, la Société a réduit de 50 millions \$ sa facilité à terme renouvelable pour la faire passer à 750 millions \$ et en a prorogé la date d'échéance d'une année, soit jusqu'au 24 janvier 2025. De plus, à la même date, la date d'échéance de la facilité renouvelable garantie de premier rang de 150 millions \$ US dont bénéficient deux filiales liées à Atlantic Broadband a été prorogée de 18 mois, soit jusqu'au 4 juillet 2024.

Au 29 février 2020, la Société avait utilisé 0,02 million \$ de sa facilité à terme renouvelable de 750 millions \$, pour une disponibilité restante de 749,98 millions \$. De plus, deux filiales liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 201,4 millions \$ (150 millions \$ US), dont une tranche de 3,3 millions \$ (2,4 millions \$ US) était utilisée au 29 février 2020 pour une disponibilité restante de 198,2 millions \$ (147,6 millions \$ US).

8.5 NOTATIONS

Le tableau suivant présente les notations de Cogeco Communications et d'Atlantic Broadband.

Au 29 février 2020	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets et débiteures garantis de premier rang	BBB-	BBB (faible)	SN
Atlantic Broadband			
Facilités de crédit de premier rang	BB	SN	B1

SN : sans notation

Notre capacité à avoir accès aux marchés des capitaux d'emprunt et aux marchés du crédit bancaire et le coût et l'ampleur du financement disponible dépendent en partie de la qualité de nos notations. Les obligations assorties d'une notation de catégorie BBB sont considérées comme étant de qualité supérieure, et leur coût de financement est généralement inférieur à celui des obligations assorties de la notation BB/B. De plus, les obligations assorties d'une notation BBB ont généralement un meilleur accès au financement que celles assorties de notations BB/B.

Le 28 janvier 2020, S&P a rehaussé d'un échelon la notation des facilités de crédit de premier rang d'Atlantic Broadband, la faisant ainsi passer de BB- à BB, compte tenu que son importance stratégique pour la Société s'est accrue au fil du temps.

8.6 GESTION FINANCIÈRE

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 29 février 2020, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 29 février 2020.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	1,1 milliard \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % - 2,262 %	Janvier 2021 - novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 7,2 millions \$ en fonction de la dette existante au 29 février 2020.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières d'approximativement 10,9 millions \$ en fonction de la dette existante au 29 février 2020.

De plus, les investissements de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, notamment en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le risque lié aux investissements globaux en dollars américains est réduit, puisqu'une partie a été empruntée en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements globaux dans des établissements à l'étranger attribuables aux propriétaires de la Société ainsi que les montants notionnels de la dette empruntée pour couvrir ces investissements au 29 février 2020.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissements globaux	Élément couvert
Investissements nets	390 millions \$ US	1 047 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 29 février 2020 était de 1,3429 \$ pour un dollar américain (1,3295 \$ au 31 août 2019). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait diminuer les autres éléments du résultat global d'approximativement 88,2 millions \$.

Risque de marché

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer l'exposition des flux de trésorerie au risque de variation du prix de ses actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'unités d'actions différées. Par conséquent, la Société utilise des conventions de swap sur actions pour couvrir le risque d'appréciation du prix de marché à l'égard de ses actions subalternes à droit de vote. Au 29 février 2020, les swaps sur actions avaient une juste valeur de 0,2 million \$ et avaient été comptabilisés à titre d'actif. Une hausse de 10 % du prix de marché des actions subalternes à droit de vote au 29 février 2020 se traduirait par un profit d'environ 0,5 million \$ attribuable à l'appréciation de la juste valeur des swaps sur actions, contrebalancé par une augmentation de 0,5 million \$ de la charge liée au régime d'unités d'actions différées.

Le tableau qui suit présente les contrats dérivés sur actions en cours au 29 février 2020.

Type de couverture	Notionnel	Échéance	Prix moyen de l'action	Élément couvert
Économique	48 000 unités	Janvier 2021	102,61 \$	Exposition aux prix des actions

8.7 MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les taux moyens en vigueur au cours du trimestre et du semestre clos le 29 février 2020 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des Services à large bande américains s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les				Semestres clos les			
	29 février 2020	28 février 2019	Variation	Variation	29 février 2020	28 février 2019	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	1,3182	1,3313	(0,01)	(1,0)	1,3203	1,3198	—	—

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une dépréciation de 10 % du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les résultats d'exploitation sectoriels et consolidés de Cogeco Communications pour le semestre clos le 29 février 2020.

Semestre clos le 29 février 2020 (en milliers de dollars)	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Données consolidées ⁽¹⁾
	Incidence du taux de change	Incidence du taux de change	Incidence du taux de change
	\$	\$	\$
Produits	—	53 027	53 027
Charges d'exploitation	1 520	28 940	30 473
Honoraires de gestion – Cogeco inc.			—
BAIIA ajusté	(1 520)	24 087	22 554
Acquisitions d'immobilisations corporelles	6 991	9 078	16 069
Flux de trésorerie disponibles			94

(1) Les résultats consolidés ne correspondent pas à l'addition des résultats des secteurs opérationnels, car les éliminations intersectorielles et autres ne sont pas présentées.

9. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les normes IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* publiée en mai 2013.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 29 février 2020 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et du semestre clos le 29 février 2020.

10. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications figure dans le rapport annuel de 2019, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2019, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

RISQUES LIÉS À LA RÉGLEMENTATION

Le 15 août 2019, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a rendu sa décision sur l'établissement des coûts et a établi les nouveaux tarifs des services de gros groupés pour les revendeurs Internet, réduisant ainsi de façon significative les tarifs provisoires fixés précédemment en 2016, tout en autorisant l'application rétroactive des nouveaux tarifs. Le 13 septembre 2019, Cogeco Communications a déposé, conjointement avec d'autres fournisseurs de services de télécommunications (les « entreprises de câblodistribution »), une demande d'autorisation d'appel de la décision du CRTC auprès de la Cour d'appel fédérale (la « CAF ») et de suspendre ses effets dans l'attente d'une décision de la Cour au sujet de la demande d'appel. Le 22 novembre 2019, la CAF a autorisé l'appel de la décision du CRTC et a suspendu la décision dans l'attente du jugement définitif, et par conséquent, les exploitants ne sont pas tenus pour l'instant d'appliquer ces nouveaux tarifs ni de verser les paiements rétroactifs. La cause devrait être entendue par la CAF le 23 juin 2020. Outre l'appel autorisé par la CAF, les entreprises de câblodistribution ont déposé le 13 novembre 2019 une requête auprès du gouverneur en conseil, intimant le Conseil des ministres d'ordonner au CRTC de réexaminer la décision parallèlement à l'examen prévu par le CRTC de son cadre réglementaire en matière de services filaires de gros et conformément à des considérations politiques spécifiques. La requête auprès du Conseil des ministres a été publiée le 13 décembre 2019. Les parties concernées ont déposé leurs commentaires le 14 février 2020. En outre, le 13 décembre 2019, les entreprises de câblodistribution ont soumis au CRTC une demande de révision et de modification de la décision du CRTC s'appuyant sur des doutes sérieux quant à la justesse de la méthode d'établissement des tarifs appliquée par le CRTC dans le cadre de sa décision. Les parties concernées ont déposé leurs commentaires puis les entreprises de câblodistribution ont déposé leur réponse le 13 mars 2020. Par conséquent, la Société n'a pas comptabilisé l'incidence des nouveaux tarifs réduits dans les états financiers du trimestre et du semestre clos le 29 février 2020.

CRISES ET URGENCES EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE, COMME LES ÉPIDÉMIES ET LES PANDÉMIES

La crise entourant la pandémie de la COVID-19 évolue rapidement et elle pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. L'ampleur des répercussions que pourrait avoir la pandémie de la COVID-19 sur notre entreprise et sur nos activités dépendra des développements futurs, qui comportent un degré élevé d'incertitude et qui ne peuvent être prévus avec certitude, ce qui comprend la propagation de la maladie, la durée de l'éclosion, les effets sur les dépenses des consommateurs, les possibles perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, ainsi que l'efficacité des mesures prises par les autorités canadiennes et américaines visant à contenir cette pandémie. Si la propagation se poursuit au rythme actuel, les perturbations sur les dépenses des consommateurs et le commerce pourraient déclencher une récession mondiale. La direction continuera de suivre la situation de près à mesure qu'elle évolue. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la rubrique « Perspectives et projections financières pour l'exercice 2020 ».

11. MÉTHODES COMPTABLES

11.1 ADOPTION DE NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

IFRS 16

Avec prise d'effet le 1^{er} septembre 2019, la Société a adopté IFRS 16, *Contrats de location*, selon l'application rétrospective modifiée, en vertu de laquelle les états financiers des périodes présentées antérieurement ne sont pas retraités et l'effet cumulatif de l'application initiale est ajusté dans les bénéfices non distribués d'ouverture. IFRS 16 remplace les anciennes normes comptables concernant les contrats de location, y compris IAS 17, *Contrats de location*, et IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, et établit un modèle complet pour l'identification des contrats de location et leur comptabilisation, évaluation et présentation dans les états financiers des preneurs et des bailleurs.

IFRS 16 élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement pour les preneurs et exige plutôt la comptabilisation, dans l'état de la situation financière, d'un actif au titre du droit d'utilisation (qui représente le droit d'utiliser l'actif sous-jacent) ainsi que d'une obligation locative (qui représente l'obligation d'effectuer les paiements de loyers) pour tous les contrats de location à la date de début des contrats, certaines exceptions étant permises au moyen de choix et de mesures de simplification. Le traitement comptable pour les bailleurs et les contrats de location qui étaient précédemment classés comme des contrats de location-financement demeure en grande partie le même que celui prévu dans IAS 17.

En raison de l'adoption d'IFRS 16, la Société a comptabilisé une augmentation des actifs et des passifs dans l'état consolidé de la situation financière, par suite de la comptabilisation des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes. Lors de la transition, les obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1^{er} septembre 2019. Lors de la transition, les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer liés au contrat de location. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont présentés dans les immobilisations corporelles et les obligations locatives, dans la dette à long terme.

Le total des charges locatives sur la durée du contrat demeure inchangé, mais le moment de la comptabilisation de ces charges peut changer. En ce qui concerne les contrats de location qui étaient précédemment comptabilisés comme des contrats de location simple, la Société a comptabilisé une diminution des charges d'exploitation (attribuable au retrait des charges locatives), ainsi qu'une augmentation de la dotation aux amortissements (attribuable à l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation) et une augmentation des charges financières (attribuable à la désactualisation de l'obligation locative) dans l'état consolidé du résultat.

Même si les flux de trésorerie réels liés aux contrats de location qui étaient précédemment comptabilisés comme des contrats de location simple ne sont pas touchés, la Société a affiché une augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et une diminution des flux de trésorerie liés aux activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie. Ceci découle de la présentation du paiement de la composante capital de ces contrats de location dans les flux de trésorerie affectés aux activités de financement en vertu de la nouvelle norme, plutôt que dans les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation en vertu d'IAS 17.

Comme le permet IFRS 16, la Société a choisi d'appliquer certaines mesures de simplification. Elle a notamment choisi :

- de ne pas séparer les composantes non locatives des composantes locatives pour certaines catégories d'actifs sous-jacents;
- d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- d'exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation au 1^{er} septembre 2019;
- d'utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;
- de ne pas comptabiliser les obligations locatives ni les actifs au titre du droit d'utilisation liés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur;
- d'exclure les immobilisations incorporelles de l'application d'IFRS 16.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} septembre 2019.

	31 août 2019	1 ^{er} septembre 2019	
	Présenté	Incidence d'IFRS 16	Lors de l'adoption d'IFRS 16
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	2 007 610	41 981	2 049 591
Tranche courante de la dette à long terme	22 601	4 566	27 167
Dette à long terme	3 382 258	39 877	3 422 135
Passifs sur contrat et autres passifs	11 119	(2 462)	8 657

L'écart entre les engagements relatifs à des contrats de location simple de 160 millions \$ au 31 août 2019 et les obligations locatives de 44,4 millions \$ comptabilisées lors de l'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} septembre 2019 découlait principalement des facteurs suivants :

- l'exclusion de paiements de loyers d'environ 89 millions \$ liés aux contrats qui ne satisfont pas aux critères énoncés dans IFRS 16, plus particulièrement pour la location de structures de soutènement;
- l'exclusion de certains coûts d'environ 27 millions \$ qui sont engagés contractuellement en vertu de contrats de location et qui ne sont pas admissibles à la comptabilisation en tant qu'obligations locatives, comme les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux;
- l'effet dégressif de l'actualisation des paiements de loyers minimaux, selon un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 3,57 % au 1^{er} septembre 2019, soit d'environ 12 millions \$;
- l'inclusion de paiements de loyers d'environ 20 millions \$ liés aux périodes de renouvellement et aux options de prolongation dont on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées, mais qui n'avaient pas été exercées au 31 août 2019.

L'adoption d'IFRS 16 n'a pas eu d'incidence importante sur le BAIIA ajusté de la Société.

IFRIC 23

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, clarifie l'application des exigences liées à la comptabilisation et à l'évaluation d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser. En particulier, l'interprétation aide une entité à déterminer si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement, et traite des hypothèses que formule une entité en ce qui concerne les contrôles des traitements fiscaux par les autorités fiscales, de la façon dont une entité détermine le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'imposition, ainsi que de la façon dont une entité considère les changements dans les faits et les circonstances. L'adoption d'IFRIC 23 le 1^{er} septembre 2019 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

12. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux normes IFRS qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'affaires. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles », le « BAIIA ajusté », la « marge du BAIIA ajusté » et l'« intensité du capital » et les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le présent rapport de gestion présente également des indicateurs de rendement clés sur la base d'un taux de change constant, y compris les produits, le « BAIIA ajusté », les acquisitions d'immobilisations corporelles et les « flux de trésorerie disponibles ». Les mesures sur la base d'un taux de change constant sont considérées comme des mesures non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Mesure non conforme aux normes IFRS	Utilisation	Calcul	Mesure la plus comparable selon les normes IFRS
BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté	<p>Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures clés couramment présentées et utilisées dans le secteur des télécommunications, puisqu'ils permettent d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'ils constituent des mesures plus actuelles, celles-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière.</p> <p>Le BAIIA ajusté des unités d'affaires de Cogeco Communications correspond au bénéfice sectoriel (à la perte sectorielle) présenté(e) à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.</p>	<p>BAIIA ajusté :</p> <ul style="list-style-type: none"> – bénéfice de la période lié aux activités poursuivies; <p>Ajouter :</p> <ul style="list-style-type: none"> – impôts sur le résultat; – charges financières; – dotation aux amortissements; – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition. <p>Marge du BAIIA ajusté :</p> <ul style="list-style-type: none"> – BAIIA ajusté; <p>Diviser par :</p> <ul style="list-style-type: none"> – produits. 	<p>Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies</p> <p>Aucune mesure comparable selon les normes IFRS</p>
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco Communications à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	<p>Flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ :</p> <ul style="list-style-type: none"> – BAIIA ajusté; <p>Ajouter :</p> <ul style="list-style-type: none"> – amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; – rémunération fondée sur des actions; – perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles; – charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations; <p>Déduire :</p> <ul style="list-style-type: none"> – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; – charges financières⁽²⁾; – impôts exigibles; – acquisition d'immobilisations corporelles⁽³⁾; – remboursement des obligations locatives. 	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Sur la base d'un taux de change constant	Les produits, les charges d'exploitation, le BAIIA ajusté, les acquisitions d'immobilisations corporelles et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures présentées sur la base d'un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de la performance financière sous-jacente de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change.	<p>Les données sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change en vigueur pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.</p> <p>Les taux de change moyens au cours du trimestre et du semestre clos le 28 février 2019 étaient de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US, respectivement.</p>	Aucune mesure comparable selon les normes IFRS
Intensité du capital	La direction de Cogeco Communications et les investisseurs utilisent l'intensité du capital afin d'évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société pour maintenir un certain niveau de produits.	<p>Intensité du capital :</p> <ul style="list-style-type: none"> – acquisition d'immobilisations corporelles⁽²⁾; <p>Diviser par :</p> <ul style="list-style-type: none"> – produits. 	Aucune mesure comparable selon les normes IFRS

(1) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020, la Société a modifié la méthode de calcul de ses flux de trésorerie disponibles afin de refléter la manière dont la Société analyse ses flux de trésorerie disponibles et en établit les prévisions. Cette modification n'a pas d'incidence sur les résultats obtenus en vertu des calculs actuels et des anciens calculs et, par conséquent, les flux de trésorerie disponibles pour les périodes correspondantes n'ont pas été touchés par cette modification.

(2) Exclut le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette.

(3) Exclut l'acquisition d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre.

12.1 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Le rapprochement entre les flux de trésorerie disponibles et la mesure financière la plus comparable conforme aux normes IFRS se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	231 653	199 462	380 845	298 458
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 239	2 183	4 776	4 321
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	(5 391)	17 977	75 822	111 725
Impôts sur le résultat payés	17 814	20 310	33 966	46 302
Impôts exigibles	(4 477)	(17 570)	(28 074)	(29 602)
Charges financières payées	30 341	42 131	69 456	87 908
Charges financières ⁽¹⁾	(35 063)	(46 413)	(74 333)	(92 972)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(110 840)	(92 773)	(232 142)	(193 330)
Remboursement des obligations locatives	(1 214)	—	(2 410)	—
Flux de trésorerie disponibles	125 062	125 307	227 906	232 810

(1) Excluent le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette.

12.2 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DE LA MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

Le rapprochement entre le BAIIA ajusté et la mesure financière la plus comparable conforme aux normes IFRS, ainsi que le calcul de la marge du BAIIA ajusté, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	114 011	86 128	203 719	164 934
Impôts sur le résultat	23 501	23 998	53 432	41 034
Charges financières	12 165	46 413	51 435	92 972
Dotation aux amortissements	122 237	120 291	245 372	240 028
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	5 458	3 722	5 519	9 435
BAIIA ajusté	277 372	280 552	559 477	548 403
Produits	586 467	584 129	1 173 294	1 160 802
Marge du BAIIA ajusté	47,3 %	48,0 %	47,7 %	47,2 %

12.3 RAPPROCHEMENT DE L'INTENSITÉ DU CAPITAL

Le calcul de l'intensité du capital se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	\$
Acquisition d'immobilisations corporelles	110 840	92 773	232 142	193 330
Produits	586 467	584 129	1 173 294	1 160 802
Intensité du capital	18,9 %	15,9 %	19,8 %	16,7 %

13. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos	le 29 février	le 28 février	les 30 novembre		les 31 août		les 31 mai	
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	2020	2019	2019	2018	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Opérations								
Produits	586 467	584 129	586 827	576 673	583 673	566 184	587 345	567 079
BAlIA ajusté	277 372	280 552	282 105	267 851	275 610	263 411	283 927	267 933
Marge du BAlIA ajusté	47,3 %	48,0 %	48,1 %	46,4 %	47,2 %	46,5 %	48,3 %	47,2 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	5 458	3 722	61	5 713	712	1 677	1 003	2 260
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	114 011	86 128	89 708	78 806	92 403	75 870	99 571	70 525
Bénéfice (perte) de la période lié(e) aux activités abandonnées	—	(5 369)	—	(3 622)	1 920	(1 052)	82 451	(5 365)
Bénéfice de la période	114 011	80 759	89 708	75 184	94 323	74 818	182 022	65 160
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	109 391	81 718	84 178	73 792	87 850	72 753	96 613	67 190
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	109 391	76 349	84 178	70 170	89 770	71 701	179 064	61 825
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	231 653	199 462	149 182	98 996	304 702	255 438	265 551	167 073
Acquisitions d'immobilisations corporelles	110 840	92 773	121 302	100 557	145 099	162 319	96 116	98 660
Flux de trésorerie disponibles	125 062	125 307	102 844	107 503	84 250	47 739	136 999	102 408
Intensité du capital	18,9 %	15,9 %	20,7 %	17,4 %	24,9 %	28,7 %	16,4 %	17,4 %
Bénéfice (perte) par action⁽¹⁾								
De base								
Lié(e) aux activités poursuivies	2,24	1,65	1,71	1,50	1,78	1,48	1,96	1,36
Lié(e) aux activités abandonnées	—	(0,11)	—	(0,07)	0,04	(0,02)	1,67	(0,11)
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	2,24	1,55	1,71	1,42	1,82	1,45	3,62	1,25
Dilué(e)								
Lié(e) aux activités poursuivies	2,22	1,64	1,70	1,49	1,77	1,47	1,94	1,35
Lié(e) aux activités abandonnées	—	(0,11)	—	(0,07)	0,04	(0,02)	1,65	(0,11)
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	2,22	1,53	1,70	1,41	1,80	1,44	3,59	1,24
Dividendes par action	0,58	0,525	0,58	0,525	0,525	0,475	0,525	0,475

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

13.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients des services Internet et de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des institutions d'enseignement. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, certaines régions sont également assujetties à des variations saisonnières attribuables à l'hiver et à l'été.

14. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 7 avril 2020. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

/s/ Louis Audet

Louis Audet
Président exécutif du conseil d'administration

/s/ Philippe Jetté

Philippe Jetté
Président et chef de la direction

Cogeco Communications inc.
Montréal (Québec)
Le 7 avril 2020



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2020

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT
(non audité)

	Notes	Trois mois clos les		Six mois clos les	
		29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)</i>					
		\$	\$	\$	\$
Produits	3	586 467	584 129	1 173 294	1 160 802
Charges d'exploitation	5	303 441	298 676	602 773	602 703
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	16	5 654	4 901	11 044	9 696
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	4	5 458	3 722	5 519	9 435
Dotation aux amortissements	6	122 237	120 291	245 372	240 028
Charges financières	7	12 165	46 413	51 435	92 972
Bénéfice avant impôts sur le résultat		137 512	110 126	257 151	205 968
Impôts sur le résultat	8	23 501	23 998	53 432	41 034
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		114 011	86 128	203 719	164 934
Perte de la période liée aux activités abandonnées		—	(5 369)	—	(8 991)
Bénéfice de la période		114 011	80 759	203 719	155 943
Bénéfice de la période attribuable aux :					
Propriétaires de la Société		109 391	76 349	193 569	146 519
Participations ne donnant pas le contrôle		4 620	4 410	10 150	9 424
		114 011	80 759	203 719	155 943
Bénéfice (perte) par action					
De base	9				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		2,24	1,65	3,95	3,15
Perte de la période liée aux activités abandonnées		—	(0,11)	—	(0,18)
Bénéfice de la période		2,24	1,55	3,95	2,97
Dilué(e)	9				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		2,22	1,64	3,91	3,13
Perte de la période liée aux activités abandonnées		—	(0,11)	—	(0,18)
Bénéfice de la période		2,22	1,53	3,91	2,95

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période	114 011	80 759	203 719	155 943
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie</i>				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(24 958)	(21 021)	(9 829)	(18 288)
Impôts sur le résultat connexes	6 589	5 572	2 604	4 847
	(18 369)	(15 449)	(7 225)	(13 441)
<i>Ajustements au titre de l'écart de change</i>				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	19 538	(16 759)	18 869	15 324
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(5 458)	9 289	(5 224)	(7 982)
Impôts sur le résultat connexes	(68)	—	(68)	—
	14 012	(7 470)	13 577	7 342
	(4 357)	(22 919)	6 352	(6 099)
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies</i>				
Réévaluation du passif ou de l'actif net au titre des régimes à prestations définies	(3 505)	(1 807)	(32)	(2 889)
Impôts sur le résultat connexes	928	479	8	766
	(2 577)	(1 328)	(24)	(2 123)
	(6 934)	(24 247)	6 328	(8 222)
Résultat global de la période	107 077	56 512	210 047	147 721
Résultat global de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	98 502	55 630	196 078	135 356
Participations ne donnant pas le contrôle	8 575	882	13 969	12 365
	107 077	56 512	210 047	147 721

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					Total des capitaux propres
	Capital social	Réserve de rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	<i>(Note 11)</i>		<i>(Note 12)</i>			
Solde au 31 août 2018	1 017 172	15 260	113 774	850 963	336 442	2 333 611
Bénéfice de la période	—	—	—	146 519	9 424	155 943
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	(9 040)	(2 123)	2 941	(8 222)
Résultat global de la période	—	—	(9 040)	144 396	12 365	147 721
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	1 289	—	—	—	—	1 289
Rémunération fondée sur des actions (Notes 11 D) et 16)	—	3 471	—	—	—	3 471
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	294	(294)	—	—	—	—
Dividendes (Note 11 C))	—	—	—	(51 849)	—	(51 849)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	3 820	(3 492)	—	(328)	—	—
Total des apports des (distributions aux) actionnaires	5 403	(315)	—	(52 177)	—	(47 089)
Solde au 28 février 2019	1 022 575	14 945	104 734	943 182	348 807	2 434 243
Solde au 31 août 2019	1 023 390	13 526	31 028	1 131 845	359 689	2 559 478
Bénéfice de la période	—	—	—	193 569	10 150	203 719
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	2 533	(24)	3 819	6 328
Résultat global de la période	—	—	2 533	193 545	13 969	210 047
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	5 344	—	—	—	—	5 344
Rémunération fondée sur des actions (Notes 11 D) et 16)	—	3 286	—	—	—	3 286
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	843	(843)	—	—	—	—
Dividendes (Note 11 C))	—	—	—	(56 801)	—	(56 801)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(22 236)	—	—	(64 241)	—	(86 477)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(5 643)	—	—	—	—	(5 643)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	3 671	(2 958)	—	(713)	—	—
Total des distributions aux actionnaires	(18 021)	(515)	—	(121 755)	—	(140 291)
Solde au 29 février 2020	1 005 369	13 011	33 561	1 203 635	373 658	2 629 234

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

	Notes	29 février 2020	31 août 2019
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>			
		\$	\$
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		501 895	556 504
Créances clients et autres débiteurs		87 675	75 652
Impôts sur le résultat à recevoir		21 898	17 706
Charges payées d'avance et autres		32 281	22 740
Instrument financier dérivé		161	—
		643 910	672 602
Actifs non courants			
Autres actifs		44 608	40 020
Immobilisations corporelles		2 071 662	2 007 610
Immobilisations incorporelles		2 840 506	2 850 844
Goodwill		1 387 235	1 373 439
Actifs d'impôts différés		6 532	6 564
		6 994 453	6 951 079
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		209 438	260 481
Provisions		30 928	36 553
Passifs d'impôts sur le résultat		15 134	16 693
Passifs sur contrat et autres passifs		48 511	43 395
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises		1 293	4 520
Instruments financiers dérivés		5 126	—
Tranche courante de la dette à long terme	10	227 243	22 601
		537 673	384 243
Passifs non courants			
Dette à long terme	10	3 169 906	3 382 258
Instruments financiers dérivés		50 747	46 044
Passifs sur contrat et autres passifs		11 662	11 119
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		15 978	14 355
Passifs d'impôts différés		579 253	553 582
		4 365 219	4 391 601
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	11 B)	1 005 369	1 023 390
Réserve de rémunération fondée sur des actions		13 011	13 526
Cumul des autres éléments du résultat global	12	33 561	31 028
Bénéfices non distribués		1 203 635	1 131 845
		2 255 576	2 199 789
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			
		373 658	359 689
		2 629 234	2 559 478
		6 994 453	6 951 079

COGECO COMMUNICATIONS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

	Notes	Trois mois clos les		Six mois clos les	
		29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>					
		\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		114 011	86 128	203 719	164 934
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotations aux amortissements	6	122 237	120 291	245 372	240 028
Charges financières	7	12 165	46 413	51 435	92 972
Impôts sur le résultat	8	23 501	23 998	53 432	41 034
Rémunération fondée sur des actions		1 815	2 427	3 957	4 130
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles		261	288	1 255	710
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations		427	335	919	585
		274 417	279 880	560 089	544 393
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	13	5 391	(17 977)	(75 822)	(111 725)
Charges financières payées		(30 341)	(42 131)	(69 456)	(87 908)
Impôts sur le résultat payés		(17 814)	(20 310)	(33 966)	(46 302)
		231 653	199 462	380 845	298 458
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles		(110 840)	(92 773)	(232 142)	(193 330)
Regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis		—	—	—	(38 876)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		1 694	832	1 879	1 195
		(109 146)	(91 941)	(230 263)	(231 011)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire		(11 172)	28 907	—	30 365
Diminution nette des facilités renouvelables		—	(118 083)	—	(3 921)
Remboursement des billets, des débentures et des facilités de crédit		(52 096)	(5 587)	(57 744)	(66 240)
Remboursement des obligations locatives		(1 214)	—	(2 410)	—
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises		—	(655)	(3 228)	(655)
Augmentation des coûts de transaction différés		(522)	(432)	(522)	(432)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	11 B)	849	745	5 344	1 289
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation		(70 787)	—	(86 477)	—
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	11 B)	—	—	(5 643)	—
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	11 C)	(9 101)	(8 238)	(18 202)	(16 476)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	11 C)	(19 179)	(17 690)	(38 599)	(35 373)
		(163 222)	(121 033)	(207 481)	(91 443)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère					
		2 191	(568)	2 290	(744)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies					
		(38 524)	(14 080)	(54 609)	(24 740)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités abandonnées					
		—	2 574	—	(598)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début					
		540 419	70 893	556 504	84 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin					
		501 895	59 387	501 895	59 387

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») est une société de communications qui exerce ses activités au Canada sous le nom de Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et aux États-Unis sous la marque Atlantic Broadband (dans 11 États longeant la côte Est, du Maine jusqu'en Floride). Cogeco Communications fournit à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibre bidirectionnels à large bande.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détient 32,2 % des actions de participation de la Société, représentant 82,6 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société. Cogeco Communications est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ».

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de 2019.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adoptées dans ses états financiers consolidés annuels de 2019, à l'exception de ce qui est divulgué à la Note 2. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondés sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients du service Internet et du service de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité économique liée au début de la période des vacances, à la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, à l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, les régions de Miami, du New Hampshire et du Maine sont également assujetties à des variations saisonnières.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 7 avril 2020.

2. DÉVELOPPEMENTS EN MATIÈRE DE MÉTHODES COMPTABLES

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

IFRS 16

Avec prise d'effet le 1^{er} septembre 2019, la Société a adopté IFRS 16, *Contrats de location*, selon l'application rétrospective modifiée, en vertu de laquelle les états financiers des périodes présentées antérieurement ne sont pas retraités et l'effet cumulatif de l'application initiale est ajusté dans les bénéfices non distribués d'ouverture. IFRS 16 remplace les anciennes normes comptables concernant les contrats de location, y compris IAS 17, *Contrats de location*, et IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, et établit un modèle complet pour l'identification des contrats de location et leur comptabilisation, évaluation et présentation dans les états financiers des preneurs et des bailleurs.

IFRS 16 élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement pour les preneurs et exige plutôt la comptabilisation, dans l'état de la situation financière, d'un actif au titre du droit d'utilisation (qui représente le droit d'utiliser l'actif sous-jacent) ainsi que d'une obligation locative (qui représente l'obligation d'effectuer les paiements de loyers) pour tous les contrats de location à la date de début des contrats, certaines exceptions étant permises au moyen de choix et de mesures de simplification. Le traitement comptable pour les bailleurs et les contrats de location qui étaient précédemment classés comme des contrats de location-financement demeure en grande partie le même que celui prévu dans IAS 17.

En raison de l'adoption d'IFRS 16, la Société a comptabilisé une augmentation des actifs et des passifs dans l'état consolidé de la situation financière, par suite de la comptabilisation des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes. Lors de la transition, les obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1^{er} septembre 2019. Lors de la transition, les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer liés au contrat de location. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont présentés dans les immobilisations corporelles et les obligations locatives, dans la dette à long terme.

Le total des charges locatives sur la durée du contrat demeure inchangé, mais le moment de la comptabilisation de ces charges changera. En ce qui concerne les contrats de location qui étaient précédemment comptabilisés comme des contrats de location simple, la Société a comptabilisé une diminution des charges d'exploitation (attribuable au retrait des charges locatives), ainsi qu'une augmentation de la dotation aux amortissements (attribuable à l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation) et une augmentation des charges financières (attribuable à la désactualisation de l'obligation locative) dans l'état consolidé du résultat.

Même si les flux de trésorerie réels liés aux contrats de location qui étaient précédemment comptabilisés comme des contrats de location simple ne sont pas touchés, la Société a affiché une augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et une diminution des flux de trésorerie liés aux activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie. Ceci découle de la présentation du paiement de la composante capital de ces contrats de location dans les flux de trésorerie affectés aux activités de financement en vertu de la nouvelle norme, plutôt que dans les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation en vertu d'IAS 17.

Comme le permet IFRS 16, la Société a choisi d'appliquer certaines mesures de simplification. Elle a notamment choisi :

- de ne pas séparer les composantes non locatives des composantes locatives pour certaines catégories d'actifs sous-jacents;
- d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- d'exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation au 1^{er} septembre 2019;
- d'utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;
- de ne pas comptabiliser les obligations locatives ni les actifs au titre du droit d'utilisation liés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur;
- d'exclure les immobilisations incorporelles de l'application d'IFRS 16.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} septembre 2019.

	31 août 2019		1 ^{er} septembre 2019	
	Présenté	Incidence d'IFRS 16	Lors de l'adoption d'IFRS 16	
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	2 007 610	41 981	2 049 591	
Tranche courante de la dette à long terme	22 601	4 566	27 167	
Dette à long terme	3 382 258	39 877	3 422 135	
Passifs sur contrat et autres passifs	11 119	(2 462)	8 657	

L'écart entre les engagements relatifs à des contrats de location simple de 160 millions \$ au 31 août 2019 et les obligations locatives de 44,4 millions \$ comptabilisées lors de l'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} septembre 2019 découlait principalement des facteurs suivants :

- l'exclusion de paiements de loyers d'environ 89 millions \$ liés aux contrats qui ne satisfont pas aux critères énoncés dans IFRS 16, plus particulièrement pour la location de structures de soutènement;
- l'exclusion de certains coûts d'environ 27 millions \$ qui sont engagés contractuellement en vertu de contrats de location et qui ne sont pas admissibles à la comptabilisation en tant qu'obligations locatives, comme les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux;
- l'effet dégressif de l'actualisation sur les paiements de loyers minimaux, selon un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 3,57 % au 1^{er} septembre 2019, soit d'environ 12 millions \$;
- l'inclusion de paiements de loyers d'environ 20 millions \$ liés aux périodes de renouvellement et aux options de prolongation dont on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées, mais qui n'avaient pas été exercées au 31 août 2019.

IFRIC 23

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, clarifie l'application des exigences liées à la comptabilisation et à l'évaluation d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser. En particulier, l'interprétation aide une entité à déterminer si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement, et traite des hypothèses que formule une entité en ce qui concerne les contrôles des traitements fiscaux par les autorités fiscales, de la façon dont une entité détermine le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'imposition, ainsi que de la façon dont une entité considère les changements dans les faits et les circonstances. L'adoption d'IFRIC 23 le 1^{er} septembre 2019 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

3. PRODUITS

	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Consolidé	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Résidentiels ⁽¹⁾	288 338	294 559	224 689	219 414	513 027	513 973
Commerciaux ⁽²⁾	33 434	31 854	32 222	30 745	65 656	62 599
Autres ⁽³⁾	449	346	7 335	7 211	7 784	7 557
	322 221	326 759	264 246	257 370	586 467	584 129

- (1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.
- (2) Comprennent les produits de la clientèle commerciale des services Internet, de vidéo et de téléphonie.
- (3) Comprennent les recettes publicitaires, les frais de retard, les produits locatifs et d'autres produits divers.

	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Consolidé	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Résidentiels ⁽¹⁾	575 092	584 716	452 003	436 906	1 027 095	1 021 622
Commerciaux ⁽²⁾	67 397	63 978	64 222	60 172	131 619	124 150
Autres ⁽³⁾	539	530	14 041	14 500	14 580	15 030
	643 028	649 224	530 266	511 578	1 173 294	1 160 802

- (1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.
- (2) Comprennent les produits de la clientèle commerciale des services Internet, de vidéo et de téléphonie.
- (3) Comprennent les recettes publicitaires, les frais de retard, les produits locatifs et d'autres produits divers.

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel (perte sectorielle) de la Société est présenté(e) en deux secteurs opérationnels : les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Les secteurs des Services à large bande canadiens et américains fournissent, principalement à une clientèle résidentielle, une vaste gamme de services Internet, de vidéo et de téléphonie et fournissent des services d'affaires à l'intérieur de leurs zones de couverture. Les activités des Services à large bande canadiens sont exercées par Cogeco Connexion dans les provinces de Québec et de l'Ontario, tandis que les activités des Services à large bande américains sont exercées par Atlantic Broadband dans 11 États : le Connecticut, le Delaware, la Floride, le Maine, le Maryland, le New Hampshire, New York, la Pennsylvanie, la Caroline du Sud, la Virginie et la Virginie-Occidentale.

Le secteur des Services de TIC aux entreprises, pour lequel l'information était auparavant présentée, et qui se composait des activités de Cogeco Peer 1, a été abandonné à la suite de la vente de cette filiale le 30 avril 2019.

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel (sa perte sectorielle), qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation. Les éliminations intersectorielles et autres incluent les activités du siège social et éliminent toutes transactions intersociétés comprises dans les résultats d'exploitation de chaque secteur. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

	Trois mois clos le 29 février 2020			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$
Produits	322 221	264 246	—	586 467
Charges d'exploitation	151 856	145 030	6 555	303 441
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	5 654	5 654
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	170 365	119 216	(12 209)	277 372
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽¹⁾				5 458
Dotation aux amortissements				122 237
Charges financières				12 165
Bénéfice avant impôts sur le résultat				137 512
Impôts sur le résultat				23 501
Bénéfice de la période				114 011
Acquisition d'immobilisations corporelles	65 761	44 948	131	110 840

(1) Attribuables aux changements organisationnels et aux coûts liés à l'acquisition de Thames Valley Communications.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

29 février 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

	Trois mois clos le 28 février 2019			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$
Produits	326 759	257 370	—	584 129
Charges d'exploitation	152 091	140 225	6 360	298 676
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	4 901	4 901
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	174 668	117 145	(11 261)	280 552
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽¹⁾				3 722
Dotation aux amortissements				120 291
Charges financières				46 413
Bénéfice avant impôts sur le résultat				110 126
Impôts sur le résultat				23 998
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies				86 128
Perte de la période liée aux activités abandonnées				(5 369)
Bénéfice de la période				80 759
Acquisition d'immobilisations corporelles	54 621	38 152	—	92 773

(1) Attribuable à un programme d'optimisation opérationnelle qui comprenait un programme de départ volontaire.

	Six mois clos le 29 février 2020			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$
Produits	643 028	530 266	—	1 173 294
Charges d'exploitation	301 701	289 400	11 672	602 773
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	11 044	11 044
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	341 327	240 866	(22 716)	559 477
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽¹⁾				5 519
Dotation aux amortissements				245 372
Charges financières				51 435
Bénéfice avant impôts sur le résultat				257 151
Impôts sur le résultat				53 432
Bénéfice de la période				203 719
Acquisition d'immobilisations corporelles	140 891	90 781	470	232 142

(1) Attribuable aux changements organisationnels et aux coûts liés à l'acquisition de Thames Valley Communications.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

29 février 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

	Six mois clos le 28 février 2019			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$
Produits	649 224	511 578	—	1 160 802
Charges d'exploitation	311 417	277 157	14 129	602 703
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	9 696	9 696
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	337 807	234 421	(23 825)	548 403
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽¹⁾				9 435
Dotation aux amortissements				240 028
Charges financières				92 972
Bénéfice avant impôts sur le résultat				205 968
Impôts sur le résultat				41 034
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies				164 934
Perte de la période liée aux activités abandonnées				(8 991)
Bénéfice de la période				155 943
Acquisition d'immobilisations corporelles	113 079	80 251	—	193 330

(1) Attribuables à un programme d'optimisation opérationnelle qui comprenait un programme de départ volontaire.

Les tableaux suivants présentent certaines données par secteur opérationnel et par marché géographique au 29 février 2020 et au 31 août 2019.

	Au 29 février 2020			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Éliminations intersectorielles et autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 161 243	907 562	2 857	2 071 662
Immobilisations incorporelles	994 356	1 846 150	—	2 840 506
Goodwill	4 662	1 382 573	—	1 387 235

	Au 31 août 2019			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Éliminations intersectorielles et autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 124 698	882 827	85	2 007 610
Immobilisations incorporelles	996 296	1 854 548	—	2 850 844
Goodwill	4 662	1 368 777	—	1 373 439

	Au 29 février 2020		
	Canada	États-Unis	Total
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 164 100	907 562	2 071 662
Immobilisations incorporelles	994 356	1 846 150	2 840 506
Goodwill	4 662	1 382 573	1 387 235

	Au 31 août 2019		
	Canada	États-Unis	Total
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 124 783	882 827	2 007 610
Immobilisations incorporelles	996 296	1 854 548	2 850 844
Goodwill	4 662	1 368 777	1 373 439

5. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	92 477	85 220	183 742	171 305
Coûts de prestations de service ⁽¹⁾	163 518	167 657	326 013	334 863
Coûts liés aux clients ⁽²⁾	22 631	18 665	44 638	39 374
Autres achats externes ⁽³⁾	24 815	27 134	48 380	57 161
	303 441	298 676	602 773	602 703

(1) Comprennent le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les frais de franchise et les coûts de réseau.

(2) Comprennent les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.

(3) Comprennent les frais relatifs aux immeubles de bureaux, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), les pertes et profits sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles et les autres frais d'administration.

6. DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles ⁽¹⁾	107 971	106 100	216 798	211 873
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 266	14 191	28 574	28 155
	122 237	120 291	245 372	240 028

(1) L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation s'est élevé à 1 639 \$ et à 3 271 \$ pour la période de trois mois et la période de six mois de l'exercice 2020, respectivement.

7. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	38 968	46 120	79 047	91 503
Intérêts sur les obligations locatives	378	—	759	—
Profit lié à une modification de la dette ⁽¹⁾	(22 898)	—	(22 898)	—
Perte nette (profit net) de change	11	(479)	31	(256)
Amortissement des coûts de transaction différés	211	465	675	906
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ⁽²⁾	(142)	(178)	(293)	(298)
Autres	(4 363)	485	(5 886)	1 117
	12 165	46 413	51 435	92 972

(1) Le 3 février 2020, la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang a été modifiée; la principale modification consiste en une réduction du taux d'intérêt de 0,25 %. Par conséquent, la Société a comptabilisé un profit lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$.

(2) Pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 29 février 2020 et le 28 février 2019, le taux d'intérêt moyen pondéré utilisé pour l'inscription à l'actif des coûts d'emprunt était de 4,5 %.

8. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$
Exigibles	4 477	17 570	28 074	29 602
Différés	19 024	6 428	25 358	11 432
	23 501	23 998	53 432	41 034

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé.

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	137 512	110 126	257 151	205 968
Taux d'imposition combiné canadien	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	36 441	29 184	68 145	54 582
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	300	207	1 007	1 022
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts quasi adoptés	5	287	28	287
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	(916)	808	(1 145)	821
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(6 103)	(7 100)	(12 613)	(13 861)
Autres	(6 226)	612	(1 990)	(1 817)
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	23 501	23 998	53 432	41 034

9. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les bénéfices par action de base et dilué.

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	109 391	81 718	193 569	155 510
Perte de la période liée aux activités abandonnées attribuable aux propriétaires de la Société	—	(5 369)	—	(8 991)
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	109 391	76 349	193 569	146 519
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	48 900 259	49 386 790	49 027 497	49 363 604
Incidence des options sur actions dilutives ⁽¹⁾	259 461	123 794	270 951	94 223
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	75 368	110 223	73 679	107 601
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	115 468	150 624	111 584	143 084
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	49 350 556	49 771 431	49 483 711	49 708 512
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	2,24	1,65	3,95	3,15
Perte de la période liée aux activités abandonnées	—	(0,11)	—	(0,18)
Bénéfice de la période	2,24	1,55	3,95	2,97
Dilué(e)				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	2,22	1,64	3,91	3,13
Perte de la période liée aux activités abandonnées	—	(0,11)	—	(0,18)
Bénéfice de la période	2,22	1,53	3,91	2,95

(1) Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2020, 205 150 options sur actions (253 585 et 257 485 en 2019) ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

10. DETTE À LONG TERME

A) Billets, débetures et facilités de crédit

	Échéance	Taux d'intérêt %	29 février 2020 \$	31 août 2019 \$
Société⁽¹⁾				
Billets garantis de premier rang				
Série A – 25 millions \$ US	Septembre 2024	4,14	33 497	33 155
Série B – 150 millions \$ US	Septembre 2026	4,29	200 892	198 845
Billets garantis de premier rang – 215 millions \$ US	Juin 2025	4,30	287 942	284 996
Débetures garanties de premier rang, série 2	Novembre 2020	5,15	199 849	199 744
Débetures garanties de premier rang, série 3	Février 2022	4,93	199 564	199 457
Débetures garanties de premier rang, série 4	Mai 2023	4,18	298 862	298 697
Filiales				
Facilités de crédit de premier rang ⁽²⁾				
Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang - 1 635,3 millions \$ US (1 678,8 millions \$ US au 31 août 2019) ⁽³⁾	Janvier 2025	3,60 ⁽⁴⁾⁽⁵⁾	2 133 103	2 189 965
			3 353 709	3 404 859
Moins : tranche courante			222 678	22 601
			3 131 031	3 382 258

- (1) Le 6 décembre 2019, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable afin de réduire le montant disponible pour le faire passer de 800 millions \$ à 750 millions \$, et d'en proroger l'échéance d'une année, soit jusqu'au 24 janvier 2025.
- (2) Le 6 décembre 2019, l'échéance de la facilité renouvelable garantie de premier rang de 150 millions \$ US dont bénéficient deux filiales liées à Atlantic Broadband a été prorogée de 18 mois, soit jusqu'au 4 juillet 2024.
- (3) Le 3 février 2020, la Société a modifié sa facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang; la principale modification consiste en une réduction du taux d'intérêt de 0,25 %.
- (4) Taux d'intérêt sur la dette, incluant l'écart de crédit applicable.
- (5) Une filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swap de taux d'intérêt visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant notionnel de 1,1 milliard \$ US au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes allant de 2,017 % à 2,262 % pour des échéances variant entre le 31 janvier 2021 et le 30 novembre 2024, en vertu de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Compte tenu de ces conventions, le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang est de 3,96 %.

B) Obligations locatives

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats de location portant sur des immeubles, des terrains, l'infrastructure de réseau et du matériel. Les contrats de location sont généralement négociés séparément et portent sur diverses périodes fixes, mais ils peuvent également comprendre des options de renouvellement ou de résiliation.

Le taux d'intérêt moyen pondéré des contrats de location était d'environ 3,56 % au 29 février 2020.

	29 février 2020 \$
Obligations locatives	43 440
Moins : tranche courante	4 565
	38 875

11. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de catégorie A, sans droit de vote, rachetables en tout temps au gré de la Société et du porteur au prix de 1 \$ l'action, à dividende préférentiel cumulatif en espèces au taux de 11 % de leur prix de rachat par année.

Actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, pouvant être émises en série.

Actions à droits de vote multiples, 10 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	29 février 2020	31 août 2019
	\$	\$
15 691 100 actions à droits de vote multiples	98 346	98 346
33 000 993 actions subalternes à droit de vote (33 717 668 au 31 août 2019)	923 584	939 633
	1 021 930	1 037 979
77 441 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (76 935 au 31 août 2019)	(6 385)	(5 409)
118 103 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (118 667 au 31 août 2019)	(10 176)	(9 180)
	1 005 369	1 023 390

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2020, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2019	33 717 668	939 633
Actions émises contre espèces en vertu du régime d'options sur actions	78 825	5 344
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	—	843
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation ⁽¹⁾	(795 500)	(22 236)
Solde au 29 février 2020	33 000 993	923 584

(1) Au cours des six premiers mois de l'exercice 2020, la Société a racheté et annulé 795 500 actions subalternes à droit de vote, d'une valeur moyenne attribuée de 22,2 millions \$, pour une contrepartie de 86,5 millions \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur moyenne attribuée aux actions a totalisé 64,3 millions \$ et a été imputé aux bénéfices non distribués.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2020, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2019	76 935	5 409
Actions subalternes à droit de vote acquises	21 290	2 437
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(20 784)	(1 461)
Solde au 29 février 2020	77 441	6 385

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2020, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2019	118 667	9 180
Actions subalternes à droit de vote acquises	28 005	3 206
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(28 569)	(2 210)
Solde au 29 février 2020	118 103	10 176

C) DIVIDENDES

Pour la période de six mois close le 29 février 2020, des dividendes déterminés trimestriels de 0,58 \$ l'action, pour un total de 1,16 \$ l'action, ont été versés aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 56,8 millions \$, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,525 \$ l'action, pour un total de 1,05 \$ l'action, ou 51,8 millions \$ pour la période de six mois close le 28 février 2019.

	Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	18 202	16 476
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	38 599	35 373
	56 801	51 849

Au cours de sa réunion du 7 avril 2020, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,58 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 5 mai 2020 aux actionnaires inscrits en date du 21 avril 2020.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société offre à ses employés et à ceux de ses filiales un régime d'achat d'actions, et offre également à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'options sur actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société offre un régime d'unités d'actions incitatives et un régime d'unités d'actions liées au rendement à ses hauts dirigeants et employés désignés, et un régime d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2019 de la Société.

En vertu du régime d'options sur actions, les options suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 29 février 2020 :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au 31 août 2019	715 614	65,93
Attribuées ⁽¹⁾	207 150	114,19
Exercées ⁽²⁾	(78 825)	67,80
Annulées	(9 480)	71,97
En circulation au 29 février 2020	834 459	77,67
Pouvant être exercées au 29 février 2020	316 859	58,99

(1) Pour la période de six mois close le 29 février 2020, la Société a attribué 110 875 options sur actions à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

(2) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 113,07 \$.

Une charge de rémunération de 188 000 \$ et de 348 000 \$ (180 000 \$ et 439 000 \$ en 2019) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2020 relativement à ce régime.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de six mois close le 29 février 2020 était de 18,43 \$ par option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution aux fins de la détermination de la rémunération fondée sur des actions liée aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	%
Taux de dividende attendu	2,07
Volatilité attendue	20,51
Taux d'intérêt sans risque	1,53
Durée prévue (en années)	5,9

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 29 février 2020 :

En circulation au 31 août 2019	71 825
Attribuées	27 225
Distribuées	(20 784)
Annulées	(2 900)
En circulation au 29 février 2020	75 366

Une charge de rémunération de 547 000 \$ et de 868 000 \$ (513 000 \$ et 1 067 000 \$ en 2019) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2020 relativement à ce régime.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 29 février 2020 :

En circulation au 31 août 2019	107 551
Attribuées ⁽¹⁾	39 425
Distribuées	(28 569)
Annulées	(3 228)
Équivalents de dividendes	1 188
En circulation au 29 février 2020	116 367

(1) Pour la période de six mois close le 29 février 2020, la Société a attribué 14 375 unités d'actions liées au rendement à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

Une charge de rémunération de 474 000 \$ et de 781 000 \$ (499 000 \$ et 940 000 \$ en 2019) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2020 relativement à ce régime.

En vertu du régime d'unités d'actions différées, les unités d'actions différées suivantes ont été émises par la Société et étaient en circulation au 29 février 2020 :

En circulation au 31 août 2019	42 679
Émises ⁽¹⁾	7 233
Équivalents de dividendes	480
En circulation au 29 février 2020	50 392

(1) Au cours de la période de six mois close le 29 février 2020, la Société a émis 1 847 unités d'actions différées aux administrateurs du conseil de Cogeco.

Une diminution de la charge de rémunération de 60 000 \$ et une charge de rémunération de 528 000 \$ (charge de rémunération de 659 000 \$ et de 335 000 \$ en 2019) ont été comptabilisées pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2020 relativement à ce régime.

12. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couvertures de flux de trésorerie	Écart de change	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2018	25 818	87 956	113 774
Autres éléments du résultat global	(13 441)	4 401	(9 040)
Solde au 28 février 2019	12 377	92 357	104 734
Solde au 31 août 2019	(33 842)	64 870	31 028
Autres éléments du résultat global	(7 225)	9 758	2 533
Solde au 29 février 2020	(41 067)	74 628	33 561

13. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

VARIATIONS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$
Créances clients et autres débiteurs	(8 769)	(8 460)	(11 900)	(8 453)
Charges payées d'avance et autres	3 342	3 349	(9 247)	(7 623)
Autres actifs	(1 658)	(1 392)	(4 414)	(3 753)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	12 249	(13 822)	(51 586)	(94 881)
Provisions	(4 560)	3 619	(6 387)	4 195
Passifs sur contrat et autres passifs	4 787	(1 271)	7 712	(1 210)
	5 391	(17 977)	(75 822)	(111 725)

14. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite à prestations définies, des régimes de retraite à cotisations définies ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes se détaille comme suit :

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$
Régimes à prestations définies				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)				
Coût des services rendus au cours de la période	491	405	982	810
Charges administratives	50	77	100	154
Comptabilisée dans les charges financières (autres)				
Intérêts nets	78	3	155	6
Régimes à cotisations définies et régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)				
	1 846	2 134	4 114	4 150
	2 465	2 619	5 351	5 120

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de liquidité

Au 29 février 2020, la Société avait utilisé une somme de 0,02 million \$ en vertu de sa facilité à terme renouvelable de 750 millions \$, pour une disponibilité restante de 749,98 millions \$. De plus, deux filiales de la Société liées à Atlantic Broadband disposent d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 201,4 millions \$ (150 millions \$ US), dont une tranche de 3,3 millions \$ (2,4 millions \$ US) avait été utilisée au 29 février 2020, pour une disponibilité restante de 198,2 millions \$ (147,6 millions \$ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 29 février 2020, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 29 février 2020.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	1,1 milliard \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % à 2,262 %	Janvier 2021 à novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 7,2 millions \$ en fonction de la dette existante au 29 février 2020.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières d'approximativement 10,9 millions \$ en fonction de la dette existante au 29 février 2020.

De plus, les investissements nets de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, notamment en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le risque lié aux investissements globaux en dollars américains est réduit, puisqu'une partie a été empruntée en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements globaux dans des établissements à l'étranger attribuables aux propriétaires de la Société ainsi que les montants notionnels de la dette empruntée pour couvrir ces investissements au 29 février 2020.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	390 millions \$ US	1 047 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains au 29 février 2020 était de 1,3429 \$ pour un dollar américain (1,3295 \$ au 31 août 2019). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 88,2 millions \$.

Risque de marché

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer l'exposition des flux de trésorerie au risque de variation du prix de ses actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'unités d'actions différées. Par conséquent, la Société utilise des conventions de swap sur actions pour couvrir sur le plan économique le risque d'appréciation du prix de marché à l'égard de ses actions subalternes à droit de vote. Au 29 février 2020, les swaps sur actions avaient une juste valeur de 0,2 million \$ et avaient été comptabilisés à titre d'actif. Une hausse de 10 % du prix de marché des actions subalternes à droit de vote au 29 février 2020 se traduirait par un profit d'environ 0,5 million \$ attribuable à l'appréciation de la juste valeur des swaps sur actions, facteur contrebalancé par une augmentation de 0,5 million \$ de la charge liée au régime d'unités d'actions différées.

Le tableau qui suit présente les contrats dérivés sur actions en cours au 29 février 2020.

Type de couverture	Notionnel	Échéance	Prix moyen de l'action	Élément couvert
Économique	48 000 unités	Janvier 2021	102,61 \$	Exposition aux prix des actions

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	29 février 2020		31 août 2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme, excluant les obligations locatives	3 353 709	3 505 671	3 404 859	3 521 418

C) GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour saisir les occasions de croissance. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunt, le remboursement des emprunts existants, l'émission ou le rachat de titres de capitaux propres et les distributions aux actionnaires. La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'endettement bancaire et la dette à long terme.

Au 29 février 2020 et au 31 août 2019, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives sur ses dettes et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société.

	29 février 2020	31 août 2019
Endettement net ⁽¹⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	2,6	2,6
BAIIA ajusté ⁽²⁾ / charges financières ⁽²⁾	7,1	6,3

(1) L'endettement net se définit comme le total du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises et du capital sur la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

(2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour la période de douze mois close le 29 février 2020 et pour l'exercice clos le 31 août 2019. Les charges financières pour la période de douze mois close le 29 février 2020 excluent le profit lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$.

16. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco, qui détient 32,2 % des actions de participation de la Société, représentant 82,6 % des actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. Cette méthode du coût majoré est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2019 et a été mise en place afin d'éviter les variations futures du pourcentage des honoraires de gestion découlant des variations fréquentes des produits consolidés de la Société à la suite d'acquisitions et de désinvestissements d'entreprises. La convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2020 se sont chiffrés à 5,7 millions \$ et à 11,0 millions \$, respectivement, comparativement à 4,9 millions \$ et à 9,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2019.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des périodes de six mois closes le 29 février 2020 et le 28 février 2019, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications, et elle a émis des unités d'actions différées aux administrateurs du conseil de Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

	Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019
Options sur actions	110 875	97 725
Unités d'actions liées au rendement	14 375	14 625
Unités d'actions différées	1 847	2 469

Le tableau qui suit présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2020	28 février 2019	29 février 2020	28 février 2019
	\$	\$	\$	\$
Options sur actions	261	195	570	493
Unités d'actions incitatives	9	15	22	30
Unités d'actions liées au rendement	385	302	697	502
Unités d'actions différées	11	64	143	324
	666	576	1 432	1 349

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

17. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

COVID-19

La récente éclosion de la COVID-19 a forcé les gouvernements à l'échelle mondiale à mettre en œuvre des mesures d'urgence pour freiner la propagation du virus. Ces mesures, qui comprennent des interdictions de voyage, des périodes d'isolement volontaire et la distanciation sociale, ont perturbé les économies et les marchés financiers partout sur la planète, ce qui s'est traduit par un ralentissement économique. Cette éclosion pourrait également engendrer une pénurie de personnel, avoir une incidence sur la demande des clients, resserrer la réglementation gouvernementale et nécessiter une intervention accrue du gouvernement, des facteurs qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités, les résultats financiers et la situation financière de la Société. La durée et l'incidence de l'éclosion de la COVID-19 sont pour le moment inconnues et il est impossible d'estimer de façon fiable l'étendue et la gravité de ces développements, de même que l'incidence sur les résultats financiers et la situation financière de la Société pour les périodes à venir.

Acquisition de Thames Valley Communications

Le 10 janvier 2020, la Société a annoncé la signature, par sa filiale Atlantic Broadband, d'une entente définitive visant l'achat de Thames Valley Communications, une société de services à large bande exerçant ses activités dans le sud-est du Connecticut, pour un montant de 50 millions \$ US. La transaction s'est conclue le 10 mars 2020 et elle est assujettie à des ajustements postérieurs à la clôture.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	29 février 2020	30 novembre 2019	31 août 2019	31 mai 2019	28 février 2019
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	2 719 347	2 722 302	2 711 812	2 707 227	2 703 223
Clients du service Internet	1 253 183	1 246 358	1 234 380	1 229 399	1 214 566
Clients du service de vidéo	945 085	954 964	962 138	965 008	976 377
Clients du service de téléphonie	521 079	520 980	515 294	512 820	512 280
CANADA					
Unités de service primaire	1 812 140	1 818 732	1 810 366	1 813 212	1 825 011
Clients du service Internet	795 950	794 895	788 243	785 703	785 004
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	44,9 %	45,0 %	44,7 %	44,6 %	44,7 %
Clients du service de vidéo	638 833	646 326	649 583	657 747	668 771
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	36,1 %	36,6 %	36,8 %	37,4 %	38,1 %
Clients du service de téléphonie	377 357	377 511	372 540	369 762	371 236
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	21,3 %	21,4 %	21,1 %	21,0 %	21,1 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	907 207	903 570	901 446	894 015	878 212
Clients du service Internet	457 233	451 463	446 137	443 696	429 562
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	51,8 %	51,3 %	50,8 %	50,7 %	49,6 %
Clients du service de vidéo	306 252	308 638	312 555	307 261	307 606
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	34,7 %	35,1 %	35,6 %	35,1 %	35,5 %
Clients du service de téléphonie	143 722	143 469	142 754	143 058	141 044
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	16,3 %	16,3 %	16,2 %	16,3 %	16,3 %